



N°81-003-XIF au catalogue

# Revue trimestrielle de l'éducation

2003, vol. 9, n° 2

- Évolution des modèles de financement des universités
- Profil des jeunes diplômés
- Mesure de la participation scolaire



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée aux : Services aux clients, Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-7608); sans frais au 1 800 307-3382; par télécopieur au (613) 951-9040 ou par courriel à [educationstats@statcan.ca](mailto:educationstats@statcan.ca).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

<b>Service national de renseignements</b>	<b>1 800 263-1136</b>
<b>Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants</b>	<b>1 800 363-7629</b>
<b>Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt</b>	<b>1 800 700-1033</b>
<b>Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt</b>	<b>1 800 889-9734</b>
<b>Renseignements par courriel</b>	<b><a href="mailto:infostats@statcan.ca">infostats@statcan.ca</a></b>
<b>Site Web</b>	<b><a href="http://www.statcan.ca">www.statcan.ca</a></b>

## Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit no 81-003-XIF au catalogue est publié trimestriellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 16 \$ CA l'exemplaire et de 51\$ CA pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca), sous la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 52 \$ CA l'exemplaire et de 157 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	<b>Exemplaire</b>
<b>États-Unis</b>	6 \$ CA
<b>Autres pays</b>	10 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de vente.

La version imprimée peut être commandée de plusieurs façons.

- téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- courriel **[order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca)**
- poste  
Statistique Canada  
Division de la diffusion  
Gestion de la circulation  
120, avenue Parkdale  
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- en personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir les ancienne et nouvelle adresses.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada

Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation

# Revue trimestrielle de l'éducation

2003, vol. 9, no 2

- Évolution des modèles de financement des universités
- Profil des jeunes diplômés
- Mesure de la participation scolaire

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juin 2003

N° 81-003-XIF au catalogue, vol. 9, n° 2  
ISSN 1488-8300

Fréquence : trimestrielle

Ottawa

---

## Note de reconnaissance

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.*

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À  
**[www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)**



# Remerciements

---

Cette publication a été préparée sous la direction de :

**Maryanne Webber**, directrice

Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation

Le comité de direction :

- François Nault, directeur adjoint,  
Centre de la statistique de l'éducation
- Luc Albert, Services aux clients
- Lynn Barr-Telford, Analyse et diffusion
- Frederic Borgatta, Section des indicateurs de  
l'éducation et du développement des produits
- Raynald Lortie, Section de l'enseignement primaire  
et secondaire
- Marc Lachance, Section du développement  
des enquêtes
- Larry Orton, Section de l'enseignement postsecondaire
- Jim Seidle, rédacteur en chef

Coordonnateur du marketing :

Grafton Ross

Courriel :

*grafton.ross@statcan.ca*

Coordonnateur de la production :

Daniel Perrier

Courriel :

*daniel.perrier@statcan.ca*

Graphisme et composition :

Centre de la statistique de l'éducation

# Table des matières

---

<b>Le mot du rédacteur en chef</b>	5
<b>Faits saillants</b>	7
<b>Articles</b>	
Évolution des modèles de financement des universités <i>Todd Robertson</i>	9
De bons emplois et un endettement accru : profil des jeunes diplômés <i>Shelley Harris</i>	21
Mesure de la participation scolaire <i>Christina Norris, Jean Pignal et Garth Lipps</i>	27
<b>Données disponibles</b>	
Données parues	39
Données récentes	40
<b>Coup d'œil sur l'éducation</b>	43
<b>Dans les numéros à venir</b>	49
<b>Index cumulatif</b>	51

Le mot du

# rédacteur en chef

## Mission

La *Revue trimestrielle de l'éducation* publie des analyses et des articles sur les questions d'actualité et les tendances en éducation à partir de sources statistiques variées. Elle sert de plate-forme pour diffuser des statistiques sur l'éducation et offre une tribune pour communiquer avec le public et les intervenants dans ce domaine. Son but est de présenter de l'information et des analyses pertinentes, fiables, actuelles et accessibles.

Veuillez expédier toute correspondance dans l'une ou l'autre des langues officielles à :

Jim Seidle, rédacteur en chef  
*Revue trimestrielle de l'éducation*  
Centre de la statistique de l'éducation  
Statistique Canada  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0T6

Téléphone : (613) 951-1500  
Télécopieur : (613) 951-9040  
Courrier électronique :  
[jim.seidle@statcan.ca](mailto:jim.seidle@statcan.ca)

La *Revue trimestrielle de l'éducation*, de même que d'autres publications de Statistique Canada, dont le compendium statistique *L'éducation au Canada* (produit n° 81-229-XIB au catalogue), sont accessibles par voie électronique à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub\\_f.cgi](http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub_f.cgi).

Le Centre de la statistique de l'éducation a son propre numéro de téléphone sans frais pour l'ensemble du Canada. Il s'agit du 1 800 307- 3382.

**D**ans deux articles du présent numéro, on examine les questions suivantes, notamment : les universités ont-elles réagi aux restrictions budgétaires autrement qu'en augmentant les frais de scolarité? La taille des universités a-t-elle une incidence sur les différences entre les recettes et les dépenses de fonctionnement? Comment réussissent les diplômés des collèges et des universités pour ce qui est du salaire et du domaine d'emploi? Quelle est l'importance du fardeau de l'endettement croissant pour les étudiants de l'enseignement postsecondaire?

Dans le troisième article, on examine quelles sont les façons efficaces de définir la participation scolaire, en s'inspirant de renseignements tirés de la composante éducation de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ). Cette enquête représente une riche source de données, lesquelles sont utilisées par un nombre croissant de chercheurs étudiant l'incidence qu'ont les parents, les écoles et les collectivités sur l'éducation préscolaire. Ne manquez pas de lire les autres sections de la *RTE*, notamment les « Données parues » provenant des nombreuses enquêtes menées par le Centre de la statistique de l'éducation, et la section « Coup d'œil sur l'éducation », un ensemble complet d'indicateurs sociaux, économiques et de l'éducation pour le Canada, ses provinces et ses territoires.

Dans l'**index cumulatif**, à la fin du rapport, on trouve une liste, par titre, de tous les articles parus dans la *RTE* depuis 1994. Les articles sont répartis en 12 catégories, notamment

les étudiants, la mobilité et la transition, ainsi que la formation. Les catégories sont définies en fonction des questions stratégiques en matière d'éducation, lesquelles sont présentées dans le rapport du Centre de la statistique de l'éducation intitulé *Plan stratégique*, qui renferme un examen du programme

statistique du Centre et une description des objectifs et des priorités visant à consolider le programme et à mieux répondre aux besoins d'information. Ce rapport est offert gratuitement dans Internet, à l'adresse [www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/freepub\\_f.cgi](http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/freepub_f.cgi).





# Faits saillants



## Évolution des modèles de financement des universités

- Au cours des 15 dernières années, toutes les recettes de sources privées ont augmenté pour compenser la réduction des fonds publics versés aux universités, pour ce qui est des recettes de fonctionnement. Bien que les étudiants aient le plus contribué à compenser les réductions de fonds publics (au moyen de la hausse des frais de scolarité et d'autres frais), les augmentations relatives des autres recettes de sources privées ont excédé la hausse des frais de scolarité.
- Au cours de la même période, la part des dépenses de fonctionnement allouée aux salaires des universitaires a diminué. Les dépenses des universités, quant aux bourses d'études, ont augmenté de façon importante, vraisemblablement pour aider à compenser les hausses de frais de scolarité. Malgré ces hausses de frais de scolarité, l'augmentation relative des dépenses liées aux bourses d'études a dépassé l'augmentation des recettes sur le plan des frais de scolarité.
- Les modèles financiers ont varié selon la taille des universités, les grandes comme les petites ayant suivi des tendances différentes au chapitre des recettes et des dépenses de fonctionnement au cours des 15 dernières années. Les grandes universités ont enregistré une diminution plus modeste des fonds publics par étudiant que les petites universités.
- Pour ce qui est des dépenses, les grandes universités ont affiché les changements les plus importants dans chacune des grandes catégories de dépenses par « équivalents temps plein ». La tendance nationale qui consiste à diminuer les dépenses liées aux salaires conjuguée aux augmentations marquées des dépenses liées aux bourses d'études, semble davantage s'appliquer aux grandes universités.

## Profil des jeunes diplômés

- Dans l'ensemble, les diplômés du groupe principal de la promotion de 1995 ont bien réussi sur le marché du travail deux ans et cinq ans après avoir obtenu leur diplôme. Les

perspectives d'emploi des diplômés de l'enseignement collégial étaient favorables, peu importe le domaine d'études.

- Malgré les changements et la restructuration économiques, de même que la transformation des programmes offerts par les établissements d'enseignement postsecondaire, la situation des jeunes diplômés universitaires sur le marché du travail est demeurée relativement stable entre 1986 et 2001.
- Les bacheliers ont mieux résisté aux effets de la récession survenue au début des années 1990 que les jeunes n'ayant qu'un diplôme d'études secondaires. Parallèlement, le coût de l'éducation postsecondaire a toutefois augmenté, ce qui a eu pour effet d'endetter davantage la plupart des étudiants à la fin de leurs études.

## Mesure de la participation scolaire

- La participation scolaire est un concept complexe qui présente de nombreuses facettes. Sur le plan conceptuel, on peut le répartir en participation à la vie étudiante et à la vie sociale. La participation à la vie étudiante et la participation à la vie sociale comportent chacune des volets de participation et d'identification.
- Selon les indications fondées sur cette étude, il semble que les questions du premier cycle de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes pourraient servir à élaborer une mesure unidimensionnelle de la participation à la vie étudiante, afin d'évaluer le volet de la participation scolaire. RTE

# Articles



## Évolution des modèles de financement des universités

### Introduction

Les universités jouent un rôle central pour ce qui est de la capacité du Canada à se développer, tant sur le plan social qu'économique (DRHC, 2001). L'évolution des modèles de recettes et de dépenses des universités canadiennes peut influencer sur la quantité et la qualité des services qu'elles offrent, et par le fait même, sur leur croissance. D'un point de vue pratique, les recettes d'une université influent sur ses dépenses essentielles comme les bâtiments, les bourses d'études, les meubles, l'équipement, le fonctionnement ainsi que les salaires et les avantages sociaux.

Les universités tirent des recettes de sources privées et publiques, ces dernières prenant la forme de subventions gouvernementales. C'est l'effectif universitaire qui détermine le montant des subventions que les universités reçoivent. Or, l'effectif a chuté dans les années 1990, tout en demeurant supérieur à ce qu'il était au milieu des années 1980 (Statistique Canada, 2001).

Les recettes de sources privées comprennent les frais de scolarité, les legs, les dons, l'investissement, les subventions et les contrats non gouvernementaux ainsi que la vente de produits et services.

Traditionnellement, les gouvernements représentaient la principale source de financement de l'enseignement postsecondaire au Canada (Sale, 1992). C'est toujours le cas, mais les universités canadiennes s'en remettent de plus en plus au financement privé provenant des frais de scolarité et d'autres sources et ont moins tendance à compter sur les fonds publics (Little, 1997). Au cours des années 1990, époque durant laquelle le gouvernement fédéral et la plupart des gouvernements provinciaux ont adopté des mesures de restriction budgétaire, le financement de l'enseignement postsecondaire a diminué (Martin, 1995). Les gouvernements provinciaux se sont tournés peu à peu vers une philosophie de l'utilisateur-payeur, et ont

Todd Robertson  
Analyste  
Centre de la statistique de l'éducation  
Téléphone : (613) 951-4711  
Télécopieur : (613) 951-6765  
Courriel : [Todd.Robertson@statcan.ca](mailto:Todd.Robertson@statcan.ca)

augmenté la part du financement des universités et des collèges provenant des frais de scolarité (MEFO, 1996).

D'ici 2010, les universités canadiennes prévoient une hausse de l'effectif de 20 % à 25 % (Giroux, 2001). Cette augmentation se traduira par un accroissement des coûts de fonctionnement, les universités visant à offrir l'éducation à un plus grand nombre d'étudiants. Les solutions adoptées dans le passé face au changement de l'aspect financier peuvent aider à comprendre comment les universités relèveront ce nouveau défi. Dans le présent article, on examine les modèles de recettes et de dépenses de fonctionnement des universités canadiennes et on tente de répondre aux questions suivantes :

- Les universités ont-elles réagi aux restrictions budgétaires autrement qu'en haussant les frais de scolarité?
- Les institutions ont-elles modifié leurs modèles de dépenses par suite de la réduction du financement public?
- Existe-t-il des modèles différents de recettes et de dépenses de fonctionnement en fonction de la taille des universités?

## Ce qu'il faut savoir sur...

### ...les données

La présente étude couvre une période de 15 ans, c'est-à-dire de 1986-1987 à 2000-2001, et s'appuie sur deux sources d'information : les données sur l'effectif et les données sur les finances des universités.

#### Effectif

Les données sur l'effectif sont tirées du Système d'information statistique sur la clientèle universitaire (SISCU). L'effectif est déterminé en fonction des « équivalents temps plein » (ETP), chaque étudiant inscrit à temps plein représentant un ETP et le nombre d'étudiants inscrits à temps partiel étant divisé par 3,5. Un étudiant inscrit à temps plein est équivalent à 3,5 étudiants inscrits à temps partiel.

Les données sur l'effectif se réfèrent à l'année 1986-1987 et à l'année la plus récente au moment de l'étude. Pour la plupart des universités, l'année la plus récente était 1999-2000. Quant aux provinces Maritimes, les données les plus récentes remontent à 1998-1999. Afin de comparer les statistiques financières de la même période, on a utilisé les données les plus récentes pour évaluer l'effectif en 2000-2001.

### Données financières

Les données financières sont tirées de l'Enquête sur l'information financière des universités et collèges (EIFUC). Les données de l'EIFUC sont disponibles pour toutes les institutions qui décernent des grades au Canada, notamment les institutions membres de l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU). On désigne souvent cette enquête comme « enquête ACPAU », puisque Statistique Canada la réalise en collaboration avec l'ACPAU. Dans le présent article, on utilise seulement les données sur les membres de l'ACPAU. Les institutions inscrites dans d'autres bases de données que celle de l'ACPAU ont évolué quelque peu au fil des ans et le fait qu'elles aient été omises de la présente étude permet d'assurer une couverture uniforme d'une année à l'autre. Néanmoins, 98 % des recettes totales qu'ont déclaré les institutions dans l'EIFUC, pour 2000-2001, provenaient d'écoles qui faisaient partie de l'ACPAU. Par conséquent, une petite partie seulement des données de l'EIFUC n'ont pas été incluses dans les données sur les membres de l'ACPAU. Dans le présent article, une autre réserve s'impose : au cours de la période de 15 ans que couvre cette étude, des changements ont eu lieu par rapport aux institutions comprises dans l'enquête ACPAU. Les institutions qui n'ont pas été ajoutées dans la base de données de l'ACPAU pendant toute cette période ont été écartées de l'étude, laquelle a porté sur 79 institutions membres de l'ACPAU de 1986-1987 à 2000-2001. Notons que 24 de ces institutions sont des membres affiliés à des institutions mères également incluses dans la base de données. L'information concernant ces 24 institutions est regroupée afin de présenter des résultats pour les institutions mères. L'étude porte donc sur 55 institutions.

Pour l'EIFUC, les recettes et les dépenses sont réparties en six catégories différentes : les fonds accessoires, les fonds pour dépenses en capital, les fonds de dotation, les fonds destinés à la recherche commanditée, les fonds à objectif spécifique, les fonds en fiducie et les fonds de dépenses de fonctionnement général.

### ... l'analyse

Dans la présente étude, on examine seulement les recettes et les dépenses du fonds général de fonctionnement. Ce fonds couvre l'enseignement et la recherche non commanditée, qui représentent les principales activités des universités. Les recettes générales de fonctionnement sont réparties en cinq sources principales :

- les fonds publics — le financement fédéral, provincial, municipal et des gouvernements étrangers

- les frais de scolarité — avec crédits, sans crédit et les divers frais de scolarité
- les legs, les dons, les subventions et les contrats non gouvernementaux
- l'investissement
- les recettes diverses — les commissions, les redevances, les loyers, les amendes de bibliothèques et les amendes semblables.

Les recettes provenant de la vente de produits et services ne sont pas ajoutées dans l'analyse, car les institutions n'ont pas commencé à déclarer cette source de recettes de fonctionnement avant le cycle de l'EIFUC 1999-2000. Il convient de souligner que les gouvernements contribuent à une grande partie du fonds de recherche commanditée, mais puisque ce fonds n'a pas servi à l'enseignement et à la recherche non commanditée, il n'entre pas dans le cadre de la présente étude.

Tout comme pour les recettes de fonctionnement, les dépenses de fonctionnement sont regroupées en grandes catégories pour faciliter l'observation des modèles généraux. Les quatre catégories de dépenses générales de fonctionnement sont les suivantes :

- les salaires et les avantages sociaux — les salaires des universitaires, d'autres salaires liés à l'enseignement (pour le personnel d'enseignement n'occupant pas un rang professoral), d'autres salaires (pour le personnel non affecté à des tâches d'enseignement) et les avantages sociaux
- les bourses d'études et d'entretien
- les dépenses de fonctionnement — les déplacements, l'impression et la reproduction, le matériel et les fournitures, les communications, la location de locaux, les assurances, les impôts fonciers et les cotisations obligatoires
- les autres dépenses — l'achat, la location et l'entretien des meubles et de l'équipement, les services publics, les rénovations et les travaux de réparation, les services sous contrat externe, les honoraires professionnels, l'intérêt, les installations techniques, les travaux exécutés sur les terrains et les sites et les services à recouvrement interne et externe des coûts.

Les dépenses liées aux biens vendus et aux paiements forfaitaires ne sont pas comprises dans l'analyse, les institutions n'ayant été en mesure de déclarer ces dépenses que pour le cycle de l'EIFUC de 1999-2000 et 2000-2001.

#### Taille de l'institution

On a classé les institutions de la plus grande à la plus petite en fonction de leurs recettes globales de fonctionnement en 2000-2001. Les 15 premières universités constituent le groupe des « grandes

universités », tandis que les 15 dernières représentent celui des « petites universités ». Les données sur l'effectif sont disponibles par institution et on peut donc les examiner en fonction de la taille de chaque institution, déterminée selon les recettes globales de fonctionnement.

Dans la présente étude, tous les montants sont présentés en dollars constants de 2000-2001. Pour l'exercice, on utilise l'indice des prix à la consommation (IPC) comme déflateur.

## Ce qu'on a constaté

### Recettes

Entre 1986-1987 et 2000-2001, les recettes de fonctionnement des 55 universités visées par l'étude ont augmenté de 28 % pour atteindre tout près de 8,5 milliards de dollars. Les recettes de sources gouvernementales ont diminué au cours de cette période, mais toutes les recettes de sources privées ont affiché une hausse.

### Baisse des fonds publics

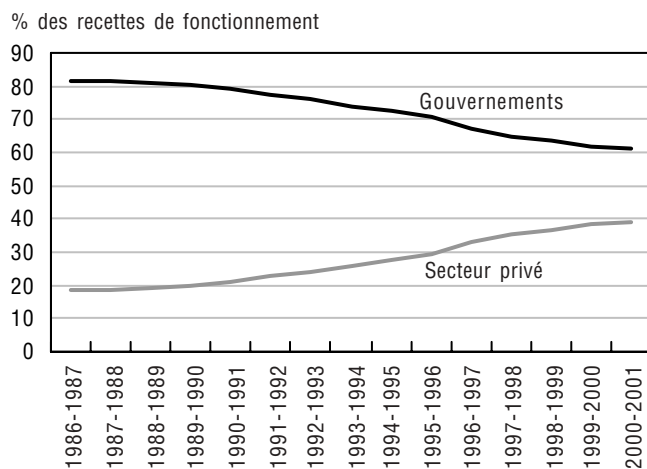
Une recherche antérieure indique que les universités ont augmenté leurs frais de scolarité et d'autres frais divers pour compenser la baisse du financement gouvernemental (Little, 1997). Selon les étudiants, cette réduction s'est traduite par une augmentation de 135 % des frais de scolarité du premier cycle au cours des années 1990 (Statistique Canada, 2002a).

L'apport des gouvernements au fonds de fonctionnement des universités a diminué de 4,5 % de 1986-1987 à 2000-2001. En 1986-1987, la contribution des gouvernements a été de 81 % des recettes de fonctionnement. En 2000-2001, cette part a chuté à 61 % (graphique 1). Afin de maintenir leur part des recettes de fonctionnement pour 2000-2001 au niveau de 1986-1987, les gouvernements auraient dû accroître leur financement de plus de 1,7 milliard de dollars.

Les contributions gouvernementales au fonds de fonctionnement des universités ont connu leur plus haut sommet en 1992-1993, quand l'effectif universitaire a atteint son niveau le plus élevé (Statistique Canada, 2001). La réduction la plus importante des fonds publics a eu lieu en 1992-1993 et 1999-2000. Au cours de cette période de sept ans, la part des recettes de fonctionnement de sources gouvernementales a chuté de 76 % à 62 %.



**Graphique 1**  
**Au fil du temps, la contribution des gouvernements diminue, pour ce qui est des recettes de fonctionnement des universités**



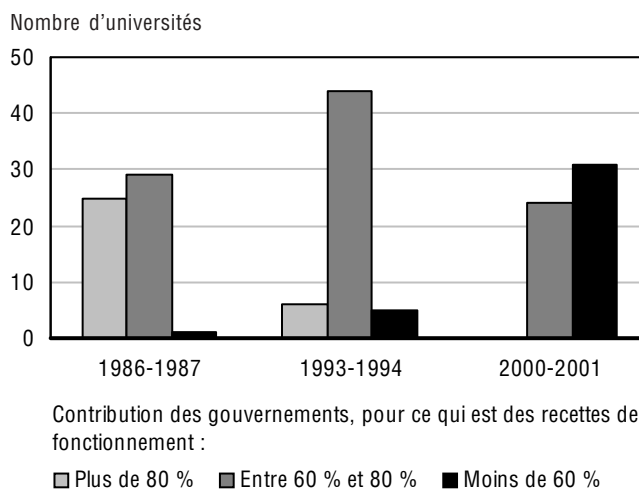
*Source* : Statistique Canada, Centre de la statistique de l'éducation, Enquête sur l'information financière des universités et collèges.

Les 55 universités comprises dans l'étude, à l'exception d'une seule, ont subi une baisse de financement gouvernemental, pour ce qui est des recettes de fonctionnement. Le nombre d'institutions recevant plus de 80 % de leurs recettes de fonctionnement de sources gouvernementales, de 25 qu'il était en 1986-1987, a abouti à aucune en 2000-2001. Le nombre d'institutions recevant moins de 60 % de leurs recettes de fonctionnement est passé de 1 à 31 au cours de la même période (graphique 2). Compte tenu de l'inflation, 30 des 55 institutions ont accusé une réduction nette des fonds publics, pour ce qui est des recettes de fonctionnement au cours de la période de 15 ans.

Les chiffres des équivalents temps plein (ETP) indiquent que ces universités ont également connu une hausse de l'effectif de 18 % de 1986-1987 à 2000-2001. Pendant cette période, l'aide gouvernementale en regard des recettes de fonctionnement par ETP a chuté de 10 091 \$ en 1986-1987 à 8 190 \$ en 2000-2001 (tableau 1).



**Graphique 2**  
**Au fil du temps, les universités dépendent moins des fonds publics**



*Source* : Statistique Canada, Centre de la statistique de l'éducation, Enquête sur l'information financière des universités et collèges.



**Tableau 1**  
**Recettes de fonctionnement selon la source, par équivalent temps plein (ETP), 1986-1987 et 2000-2001**

	1986-1987	2000-2001	Change-ment
en dollars constants de 2000-2001, par ETP			
Fonds publics	10 091	8 190	-1 902
Frais de scolarité	2 029	4 525	2 497
Legs, etc. <sup>1</sup>	47	135	88
Investissement	156	343	187
Sources diverses <sup>2</sup>	83	251	168
Total des recettes de sources privées	2 315	5 255	2 940
Total des recettes de fonctionnement	12 406	13 444	1 038

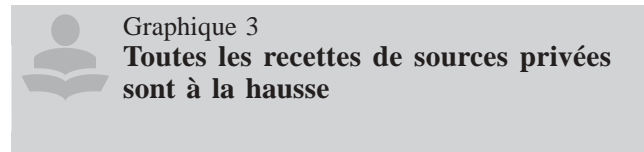
1. Comprend les legs, les dons et les subventions ainsi que les contrats non gouvernementaux.
2. Comprend les commissions, les redevances, les loyers, les amendes de bibliothèques et les autres amendes.

*Sources* : Statistique Canada, Centre de la statistique de l'éducation, Enquête sur l'information financière des universités et collèges; Système d'information statistique sur la clientèle universitaire.

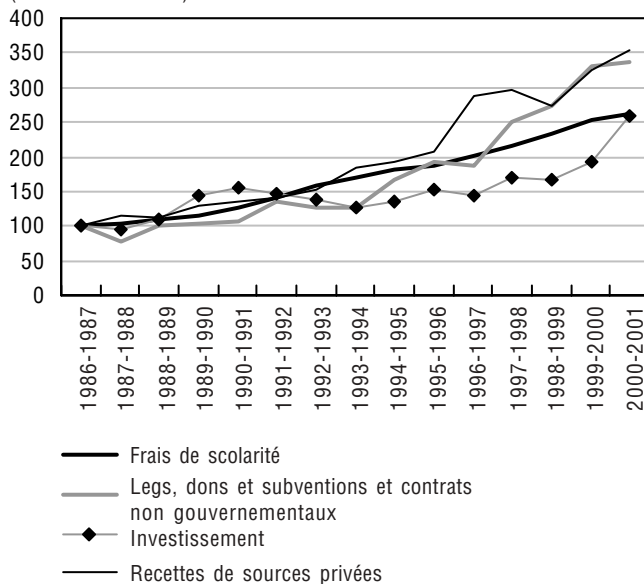


### Augmentation des recettes de sources privées

Les universités ont réagi à la réduction des fonds publics en augmentant de 167 % leurs recettes provenant de sources privées de 1986-1987 à 2000-2001. Les recettes de sources privées par ETP ont augmenté de 2 940 \$ au cours de la période de 15 ans (tableau 1). En tant que part des recettes de fonctionnement, les recettes de sources privées ont plus que doublé, passant de 19 % en 1986-1987 à 39 % en 2000-2001.



en dollars constants de 2000-2001  
 (1986-1987 = 100)



Source : Statistique Canada, Centre de la statistique de l'éducation, Enquête sur l'information financière des universités et collèges.

La plus grande part de l'augmentation des recettes de sources privées est imputable à la hausse des frais de scolarité, mais les recettes de toutes les sources privées ont augmenté (graphique 3). Compte tenu de l'inflation, les universités ont reçu 163 % de plus en frais de scolarité en 2000-2001 qu'en 1986-1987. Les frais de scolarité ont représenté 34 % des recettes de fonctionnement en 2000-2001, comparativement à 16 % en 1986-1987.

Toutefois, l'augmentation relative des legs, des dons et des subventions ainsi que des contrats non gouvernementaux (237 %) et des recettes diverses (255 %) est encore plus importante que celle des frais

de scolarité. De plus, les recettes d'investissement ont augmenté de 159 % au cours de la période de 15 ans. En fait, la part des recettes de sources privées imputable aux frais de scolarité a diminué légèrement, passant de 88 % en 1986-1987 à 86 % en 2000-2001.

Tandis que le graphique 3 montre que les augmentations des frais de scolarité ont été égalées ou dépassées par d'autres recettes de sources privées, les frais de scolarité ont constitué la plus grande part de l'augmentation de la totalité des recettes de sources privées de 1986-1987 à 2000-2001. En fait, les recettes générées par les frais de scolarité par ETP ont plus que doublé, passant de 2 029 \$ en 1986-1987 à 4 525 \$ en 2000-2001 (tableau 1). Par conséquent, tandis que les universités ont réussi à augmenter toutes leurs recettes de sources privées au cours de la période de 15 ans, la plus grande partie des gains est attribuable à la hausse des frais de scolarité.


### Différences entre les modèles de recettes selon la taille des universités

Au cours de la même période de 15 ans, on a observé une hausse de 48 % des recettes de fonctionnement des petites universités, soit le double de l'augmentation de 24 % enregistrée dans les grandes universités. Toutefois, l'effectif des petites universités a augmenté de 51 %, comparativement à 14 % dans les grandes universités.

De 1986-1987 à 2000-2001, l'aide gouvernementale par ETP accordée aux petites universités a connu une diminution plus importante que celle accordée aux grandes universités, pour ce qui est de leurs recettes de fonctionnement. Tandis que les petites et les grandes universités ont connu une augmentation des recettes de sources privées par ETP au cours de la période de 15 ans, ce sont les grandes universités qui ont enregistré la croissance la plus importante. En fait, les grandes universités ont affiché des augmentations plus importantes par ETP de toutes les recettes de sources privées — les frais de scolarité, les legs, les dons, les subventions et les contrats non gouvernementaux, l'investissement et les recettes de sources privées diverses (tableau 2). Pour les petites universités, cette baisse plus importante des fonds publics, associée à l'augmentation plus modeste des recettes de sources privées, a entraîné une chute de 228 \$ des recettes de fonctionnement par ETP au cours de la période de 15 ans.

## Dépenses

De 1986-1987 à 2000-2001, les dépenses de fonctionnement des 55 universités ont augmenté de 28 %, ce qui représente un peu moins de 8,6 milliards de dollars. Ces institutions ont augmenté leurs dépenses relativement aux bourses d'études et d'entretien et, comparativement aux autres genres de dépenses, elles ont réduit leurs dépenses sur le plan des salaires et des avantages sociaux.

 Tableau 2  
**Recettes de fonctionnement selon la source, par ETP, en fonction de la taille des universités, 1986-1987 et 2000-2001**

	1986- 1987	2000- 2001	Change- ment
en dollars constants de 2000-2001 par ETP			
<b>Grandes universités<sup>1</sup></b>			
Fonds publics	10 590	8 616	-1 974
Frais de scolarité	1 970	4 558	2 588
Legs, etc. <sup>2</sup>	46	164	117
Investissement	180	449	269
Sources diverses <sup>3</sup>	80	235	155
Total des recettes de sources privées	2 275	5 404	3 129
Total des recettes de fonctionnement	12 865	14 020	1 155
<b>Petites universités<sup>4</sup></b>			
Fonds publics	8 966	6 056	-2 910
Frais de scolarité	2 504	4 942	2 438
Legs, etc. <sup>2</sup>	155	157	2
Investissement	93	268	175
Sources diverses <sup>3</sup>	169	235	67
Total des recettes de sources privées	2 920	5 602	2 682
Total des recettes de fonctionnement	11 886	11 658	-228

1. La catégorie des grandes universités comprend les 15 universités les plus grandes de l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU), la taille des institutions étant déterminée selon les recettes de fonctionnement en 2000-2001.

2. Comprend les legs, les dons et les subventions ainsi que les contrats non gouvernementaux.

3. Comprend les commissions, les redevances, les loyers et les amendes de bibliothèques et les autres amendes.

4. La catégorie des petites universités comprend les 15 universités les plus petites de l'ACPAU, la taille des institutions étant déterminée selon les recettes de fonctionnement en 2000-2001.

Sources : Statistique Canada, Centre de la statistique de l'éducation, Enquête sur l'information financières des universités et collèges et Système d'information statistique sur la clientèle universitaire.

## Baisse des dépenses relatives aux salaires et aux avantages sociaux

Parmi les quatre grandes catégories de dépenses (salaires et avantages sociaux, dépenses de fonctionnement, bourses d'études et autres), seule la catégorie des salaires et des avantages sociaux a perdu du terrain en termes relatifs. De 1986-1987 à 2000-2001, les dépenses globales relatives aux salaires et aux avantages sociaux ont diminué de 6,2 points de pourcentage, alors que les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 0,8 point de pourcentage, que les bourses d'études ont augmenté de 2,5 points de pourcentage et que les autres dépenses ont augmenté de 2,9 points de pourcentage.

Les dépenses relatives aux bourses d'études ont constitué l'augmentation la plus importante en pourcentage (393 %), comparativement à 37 % pour les dépenses de fonctionnement et à 80 % pour les autres dépenses. La croissance des dépenses liées aux salaires et aux avantages sociaux (18 %) n'a fait que suivre la croissance de l'effectif.

En ce qui concerne la part des dépenses comptabilisées, tous les éléments de la catégorie des salaires et des avantages sociaux n'ont pas diminué au même rythme. Les salaires des universitaires ont diminué de 7,6 points de pourcentage, tandis que les autres salaires ont diminué de 0,5 point de pourcentage; les salaires des autres enseignants ont augmenté de 0,7 point de pourcentage, alors que les avantages sociaux ont augmenté de 1,2 point de pourcentage. En fait, mis à part les salaires des universitaires et les autres salaires, les services publics représentent la seule autre dépense qui ait diminué quant à la part des dépenses de fonctionnement comptabilisées depuis 1986-1987. Pour ce qui est des dépenses par ETP, seuls les salaires des universitaires ont diminué (-611 \$) au cours de la période de 15 ans. Les universités ont augmenté de 3,4 % les salaires des universitaires depuis 1986-1987, comparativement à une augmentation de 27,5 % des dépenses générales de fonctionnement. Par rapport aux augmentations des autres genres de dépenses, les universités ont essentiellement diminué leurs dépenses liées aux salaires des universitaires. Une explication possible de cette diminution relative des dépenses liées aux salaires des universitaires est la tendance qu'ont eu les universités, au cours des années 1990, à employer davantage de membres du corps professoral à temps partiel et moins de membres à temps plein (Statistique Canada, 2002b).



Les dépenses liées aux bourses d'études ont augmenté de façon importante au cours de cette période, ce qui donne à penser que les universités tentent de soulager les étudiants d'une partie de la pression que le financement de leurs études exerce sur eux. Les dépenses relatives aux bourses d'études ont été équivalentes à 5,4 % des recettes liées aux frais de scolarité en 1986-1987. En 2000-2001, ces dépenses avaient atteint 10,1 %.

### Modèles de dépenses selon la taille des universités

Il existe des différences dans chacune des grandes catégories de dépenses entre les grandes et les petites universités. Par exemple, les dépenses par ETP relatives aux salaires et aux avantages sociaux ont augmenté dans les petites universités, mais ont diminué dans les grandes. Par contre, les dépenses de fonctionnement par ETP ont augmenté dans les grandes universités, tandis que les petites universités ont enregistré un léger recul. La hausse marquée des dépenses liées aux bourses d'études semble davantage s'appliquer aux grandes universités, les petites universités n'ayant enregistré qu'une légère augmentation par ETP de leurs dépenses relatives aux bourses d'études. Pour ce qui est des autres dépenses par ETP, l'augmentation observée dans les grandes universités a été de sept fois supérieure à celle qui a été enregistrée dans les petites universités (tableau 3).



Tableau 3

### Dépenses de fonctionnement selon le type de dépenses, par ETP, en fonction de la taille des universités, 1986-1987 et 2000-2001


	1986-1987	2000-2001	Change-ment
en dollars constants de 2000-2002 par ETP			
<b>Grandes universités<sup>1</sup></b>			
Salaires et avantages sociaux <sup>2</sup>	6 515	6 281	-234
Dépenses de fonctionnement <sup>3</sup>	853	1 041	188
Bourses d'études	70	324	254
Autres types de dépenses <sup>4</sup>	534	801	268
Total des dépenses de fonctionnement	7 972	8 447	475
<b>Petites universités<sup>5</sup></b>			
Salaires et avantages sociaux <sup>2</sup>	325	397	72
Dépenses de fonctionnement <sup>3</sup>	87	84	-3
Bourses d'études	8	10	2
Autres types de dépenses <sup>4</sup>	30	64	35
Total des dépenses de fonctionnement	449	555	106

1. La catégorie des grandes universités comprend les 15 universités les plus grandes de l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU), la taille des institutions étant déterminée selon les recettes de fonctionnement en 2000-2001.
2. Comprend les salaires des universitaires, les autres salaires liés à l'enseignement, les autres salaires et les avantages sociaux.
3. Comprend les déplacements, l'impression et la reproduction, le matériel et les fournitures, les communications, la location de locaux, les assurances, les impôts fonciers et les cotisations obligatoires.
4. Comprend l'achat, la location et l'entretien des meubles et de l'équipement; les services publics; les rénovations et les travaux de réparation; les services sous contrat externe; les honoraires professionnels; l'intérêt; les installations techniques; les travaux exécutés sur les terrains et les sites et les services à recouvrement interne et externe des coûts.
5. La catégorie des petites universités comprend les 15 universités les plus petites de l'ACPAU, la taille des institutions étant déterminée selon les recettes de fonctionnement en 2000-2001.

**Sources :** Statistique Canada, Centre de la statistique de l'éducation, Enquête sur l'information financière des universités et collèges et Système d'information statistique sur la clientèle universitaire.

## Comparaison entre les modèles de recettes et de dépenses

Au cours de la période de 15 ans que couvre notre étude, la plupart des changements constatés en ce qui concerne les modèles de recettes et de dépenses de fonctionnement se sont produits après 1992-1993. Les récessions du début des années 1990 ont atteint un sommet au cours de cette période, et il est possible que les gouvernements et les universités aient été forcés d'ajuster leurs finances en conséquence. Toutes les sources de recettes et de dépenses de fonctionnement ont connu des changements plus importants de 1992-1993 à 2000-2001 que de 1986-1987 à 1992-1993 (tableau 4). Les recettes provenant des fonds publics ont atteint un sommet en 1992-1993 puis ont diminué de 15 % de 1992-1993 à 2000-2001. De ce fait, toutes les recettes de sources privées ont enregistré des augmentations plus importantes quant à la part des recettes de fonctionnement après 1992-1993.

 Tableau 4  
**Changements liés à la part des recettes et dépenses de fonctionnement comptabilisées des universités avant et après 1992-1993**

	Changement de 1986-1987 à 1992-1993	Changement de 1992-1993 à 2000-2001
	en points de pourcentage	
<b>Recettes de fonctionnement</b>		
Fonds publics	-5,3	-15,1
Frais de scolarité	5	12,3
Legs, etc. <sup>1</sup>	0	0,6
Investissement	0,2	1,1
Recettes de fonctionnement diverses <sup>2</sup>	0,2	1
<b>Dépenses de fonctionnement</b>		
Salaires et avantages sociaux <sup>3</sup>	1,3	-7,5
Dépenses de fonctionnement <sup>4</sup>	0,3	0,5
Bourses d'études	0,2	2,3
Autres dépenses de fonctionnement <sup>5</sup>	-1,8	4,7

1. Comprend les legs, les dons et les subventions ainsi que les contrats non gouvernementaux.

2. Comprend les commissions, les redevances, les loyers et les amendes de bibliothèques et les autres amendes.

3. Comprend les salaires des universitaires, les autres salaires liés à l'enseignement, les autres salaires et les avantages sociaux.

4. Comprend les déplacements; l'impression et la reproduction; le matériel et les fournitures; les communications; la location de locaux; les assurances; les impôts fonciers et les cotisations obligatoires.

5. Comprend l'achat, la location et l'entretien des meubles et de l'équipement; les services publics; les rénovations et les travaux de réparation; les services sous contrat externe; les honoraires professionnels; l'intérêt; les installations techniques; les travaux exécutés sur les terrains et les sites et les services à recouvrement interne et externe des coûts.

Source : Statistique Canada, Centre de la statistique de l'éducation, Enquête sur l'information financière des universités et collèges.

## Conclusion

Au cours des 15 dernières années, toutes les recettes de sources privées ont augmenté pour compenser la réduction des fonds publics versés aux universités, pour ce qui est des recettes de fonctionnement. Bien que les étudiants aient le plus contribué à compenser les réductions de fonds publics (au moyen de la hausse des frais de scolarité et d'autres frais), les augmentations relatives des autres recettes de sources privées ont excédé la hausse des frais de scolarité.

Au cours de la même période, la part des dépenses de fonctionnement allouée aux salaires des universitaires a diminué. Les dépenses des universités, quant aux bourses d'études, ont augmenté de façon importante, vraisemblablement pour aider à compenser les hausses de frais de scolarité. Malgré ces hausses de frais de scolarité, l'augmentation relative des dépenses liées aux bourses d'études a dépassé l'augmentation des recettes sur le plan des frais de scolarité.

Les modèles financiers ont varié selon la taille des universités, les grandes comme les petites ayant suivi des tendances différentes au chapitre des recettes et des dépenses de fonctionnement au cours des 15 dernières années. Les grandes universités ont enregistré une diminution plus modeste des fonds publics par étudiant que les petites universités. En même temps, les grandes universités ont reçu davantage de fonds de sources privées. Les petites universités ont, en fait, enregistré une diminution des recettes de fonctionnement par ETP.

Pour ce qui est des dépenses, les grandes universités ont affiché les changements les plus importants dans chacune des grandes catégories de dépenses par ETP. Soulignons particulièrement la tendance nationale qui consiste à diminuer les dépenses liées aux salaires ainsi que les augmentations marquées des dépenses liées aux bourses d'études; il s'agit d'un phénomène qui semble davantage se manifester dans les grandes universités. Les petites universités ont enregistré une augmentation des dépenses par ETP quant aux salaires et aux avantages sociaux, et une légère augmentation seulement des dépenses par ETP, pour ce qui est des bourses d'études.

La plupart des changements touchant les modèles de recettes et de dépenses de fonctionnement ont eu lieu entre 1992-1993 et 2000-

2001. Après le sommet atteint en 1992-1993 relativement aux recettes de sources gouvernementales, les universités ont changé leurs modèles de recettes en augmentant les contributions de toutes les sources privées. Les modèles de recettes de fonctionnement ont changé après 1992-1993, tout comme les modèles de dépenses de fonctionnement. La récession du début des années 1990 peut aussi avoir contribué à modifier les modèles de recettes et de dépenses après 1992-1993.

La présente étude portait sur les modèles de recettes et de dépenses de fonctionnement général sur une période de 15 ans. Il faudra étudier d'autres facteurs pour savoir si l'enseignement postsecondaire

a été touché par les changements sur le plan des recettes et des dépenses de fonctionnement. Par exemple, il serait utile d'examiner en détail l'effectif étudiant et la composition du corps professoral au cours de la période de 15 ans pour savoir si des changements ont eu lieu par rapport à l'offre d'enseignement postsecondaire. Par ailleurs, on pourrait étudier plus à fond les résultats de l'EIFUC en tenant compte des changements touchant les fonds auxiliaires, les dépenses en capital, les fonds de dotation, de recherche commanditée, à objectif spécifique et en fiducie. Une telle analyse permettrait de mieux comprendre comment les finances des universités ont évolué au fil des ans.

## Annexe

### Institutions comprises dans l'ensemble des données :

Acadia University	Université de Moncton
Athabasca University	Université de Montréal
Bishop's University	Université de Sherbrooke
Brandon University	Université du Québec
Brock University	Université Laval
Carleton University	Université Sainte-Anne
Université Concordia	University College of Cape Breton
Dalhousie University	University of Alberta
École Polytechnique	University of British Columbia
École des Hautes Études Commerciales	University of Calgary
Lakehead University	University of Guelph
Université Laurentienne	University of King's College
Université McGill	University of Lethbridge
McMaster University	Université du Manitoba
Memorial University of Newfoundland	Université du Nouveau-Brunswick
Mount Allison University	Université d'Ottawa
Mount St. Vincent University	University of Prince Edward Island
Nipissing University	University of Regina
Nova Scotia College of Art and Design	University of Saskatchewan
Nova Scotia Agricultural College	University of Toronto
Queen's University	University of Victoria
Redeemer University College	University of Waterloo
Ryerson Polytechnic University	University of Western Ontario
St. Mary's University	University of Windsor
Simon Fraser University	University of Winnipeg
St. Francis Xavier University	Wilfrid Laurier University
St. Thomas University	Université York
Trent University	

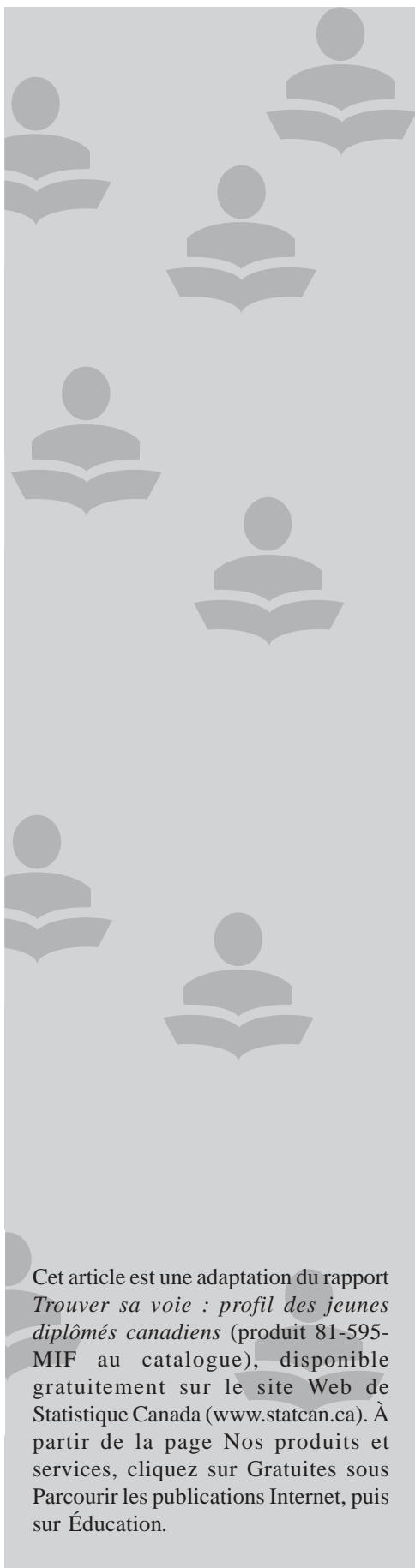
RTE

## Bibliographie

- GIROUX, Robert J. 2001, *AUCC: Notes for remarks to the House of Commons Standing Committee on Human Resources Development and the Status of Persons with Disabilities: Round table on access to postsecondary education (financing and mobility)*, 29 mai. Adresse Internet : <[http://www.aucc.ca/publications/reports/2001/hrdcpse\\_f.html](http://www.aucc.ca/publications/reports/2001/hrdcpse_f.html)> (consulté en mai 2003).
- DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA (DRHC). 2001, *Réponse provisoire du gouvernement du Canada, Comité permanent du développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées, rapport provisoire : accès aux études supérieures et à la formation*, Hull.
- LITTLE, Don. 1997, « Financement des universités : pourquoi les étudiants doivent-ils payer davantage? », *Revue trimestrielle de l'éducation*, vol. 4, n° 2, p. 10 à 26.
- MARTIN, Paul. 1995, *Discours du budget*, Ministère des Finances Canada, Ottawa, 27 février. Adresse Internet : <[www.fin.gc.ca/budget95/speech/SPEECHF.html](http://www.fin.gc.ca/budget95/speech/SPEECHF.html)> (consulté en novembre 2002).
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION DE L'ONTARIO (MEFO). 1996, *Perspectives d'avenir des collèges et des universités de l'Ontario : document de réflexion*. Adresse Internet : <[www.edu.gov.on.ca/fre/document/discussi/postdfr.pdf](http://www.edu.gov.on.ca/fre/document/discussi/postdfr.pdf)> (consulté en novembre 2002).
- SALE, Tim. 1992, « Le financement de l'éducation postsecondaire au Canada : comment sortir du dilemme? », Ottawa, Conseil économique du Canada. Document de travail n° 28.
- STATISTIQUE CANADA. 2002a, « Frais de scolarité à l'université », *Le Quotidien*, 9 septembre. Adresse Internet : <[www.statcan.ca/Daily/Francais/020909/tq020909.htm](http://www.statcan.ca/Daily/Francais/020909/tq020909.htm)> (consulté en octobre 2002).
- STATISTIQUE CANADA. 2002b, « Professeurs d'université à temps partiel », *Le Quotidien*, 8 mai. Adresse Internet : <[www.statcan.ca/Daily/Francais/020508/tq020508.htm](http://www.statcan.ca/Daily/Francais/020508/tq020508.htm)> (consulté en octobre 2002).
- STATISTIQUE CANADA. 2001, « Inscriptions à l'université », *Le Quotidien*, 8 novembre. Adresse Internet : <[www.statcan.ca/Daily/Francais/011108/tq011108.htm](http://www.statcan.ca/Daily/Francais/011108/tq011108.htm)> (consulté en octobre 2002).

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À  
**[www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)**





## De bons emplois et un endettement accru : profil des jeunes diplômés<sup>1</sup>

### Introduction

La présente étude s'appuie sur les données de l'Enquête nationale auprès des diplômés (END) pour dresser un portrait des diplômés de l'enseignement collégial et universitaire, qu'on a traditionnellement considérés comme le groupe principal de la population étudiante. Elle permet d'examiner la situation sur le marché du travail de trois cohortes distinctes de jeunes diplômés qui ont intégré le marché du travail à trois étapes très différentes du cycle économique : 1986, 1990 et 1995.

À l'aide des données de l'END, l'article brosse un portrait des diplômés issus du groupe principal de la population étudiante. Il s'agit plus précisément des jeunes bacheliers et des diplômés de l'enseignement collégial qui ont entrepris des études universitaires ou collégiales immédiatement après l'obtention de leur diplôme d'études secondaires. L'étude dresse également un portrait de la situation sur le marché du travail et des gains des diplômés de 1986, 1990 et 1995. Elle ne comprend toutefois pas les étudiants plus âgés, dont les caractéristiques et les expériences de travail ont tendance à être différentes, bien que ces étudiants soient visés par l'enquête. Des analyses ultérieures des expériences des étudiants plus âgés porteront sur des questions comme l'apprentissage continu et l'éducation permanente.

Dans la présente étude, on examine la situation des jeunes diplômés de l'enseignement collégial et universitaire qui se sont inscrits à un programme postsecondaire dès la fin de leurs études secondaires, ce qui exclut les diplômés plus âgés. Les jeunes bacheliers représentent près de la moitié de chaque promotion. Les jeunes diplômés de l'enseignement collégial qui proviennent directement de l'école secondaire représentent une plus petite proportion de chacune des promotions, car les collèges ont tendance à attirer un grand nombre d'apprenants adultes.

Cet article est une adaptation du rapport *Trouver sa voie : profil des jeunes diplômés canadiens* (produit 81-595-MIF au catalogue), disponible gratuitement sur le site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À partir de la page Nos produits et services, cliquez sur Gratuites sous Parcourir les publications Internet, puis sur Éducation.



## L'Enquête nationale auprès des diplômés

L'Enquête nationale auprès des diplômés (END) vise à mesurer, à court et à moyen termes, la situation sur le marché du travail des diplômés des universités, des collèges communautaires et des programmes de formation professionnelle et technique, en les interviewant deux ans et cinq ans après l'obtention de leur diplôme. Jusqu'à maintenant, l'enquête a permis de recueillir des données auprès de cinq promotions : 1982, 1986, 1990, 1995 et 2000. Les résultats relatifs aux diplômés de la promotion de 2000, interviewés pour la première fois en mai 2002, ne sont pas encore disponibles mais seront diffusés en 2003.

L'END fournit des données sur les premières expériences du marché du travail de diplômés des différentes promotions. De plus, certains échantillons sont suffisamment importants pour permettre un examen des différents parcours des diplômés, comme la poursuite des études plutôt que l'entrée immédiate sur le marché du travail. Dans le cas de la promotion de 1995, l'échantillon de 29 000 diplômés qui ont participé aux interviews réalisées en 2000, soit cinq ans après l'obtention de leur diplôme, a représenté 10 % du total de cette promotion (294 000 diplômés). Par ailleurs, la stratification de l'échantillon selon la province, le niveau d'attestation et le domaine d'études assure une bonne représentation de la promotion.

La présente étude vise les diplômés des promotions de 1986, 1990 et 1995. Aux fins de cette analyse, les bacheliers comprennent les diplômés du Québec qui ont commencé leurs études à un cégep.

## Résultats

### Parcours vers le marché du travail et les études

Les diplômés peuvent emprunter plusieurs parcours en se dirigeant vers le marché du travail, les études et dans le cadre d'activités hors du marché du travail avant d'obtenir leur grade ou leur diplôme d'études postsecondaires. Les parcours de la population étudiée dans le présent rapport ont été restreints afin de neutraliser les différences liées à l'âge et à l'expérience professionnelle antérieure, entre les cohortes et au sein de celles-ci.

Des trois promotions universitaires dont il est question dans la présente étude (1986, 1990 et 1995), plus de 60 % de l'ensemble des bacheliers avaient moins de 25 ans au moment de l'obtention du

diplôme. En outre, près de 90 % de ces jeunes diplômés ne possédaient qu'un diplôme d'études secondaires à leur entrée à l'université, et plus de 90 % fréquentaient l'école 12 mois avant de commencer leur programme universitaire. Par conséquent, les jeunes diplômés qui sont passés directement de l'école secondaire à l'université représentent environ la moitié de tous les bacheliers, proportion qui est demeurée stable au fil du temps (tableau 1).



Tableau 1  
Population cible de l'étude

	Diplômés de 1986	Diplômés de 1990	Diplômés de 1995
nombre de diplômés			
<b>Collège</b>			
Tous les diplômés de l'enseignement collégial au Canada <sup>1</sup>	62 000	55 600	80 300
De moins de 25 ans	46 400	37 400	48 600
Dont le plus haut niveau de scolarité avant l'inscription au programme est un diplôme d'études secondaires	38 100	29 400	37 000
Poursuivant des études 12 mois avant le début du programme	28 800	21 800	26 900
Sans autre grade ou diplôme	27 100	21 300	26 000
<b>Université</b>			
Tous les diplômés universitaires ayant un baccalauréat au Canada <sup>1</sup>	102 700	102 400	128 000
De moins de 25 ans	61 700	62 800	76 800
Dont le plus haut niveau de scolarité avant l'inscription au programme est un diplôme d'études secondaires	54 500	56 600	65 800
Poursuivant des études 12 mois avant le début du programme	49 500	52 400	61 400
Sans autre grade ou diplôme	44 800	49 300	57 000

1. Vise les diplômés qui vivaient au Canada 12 mois avant le début du programme. Autrement dit, cela exclut les étudiants étrangers venus au Canada pour étudier.

Source : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des diplômés.

Par contre, l'âge moyen des diplômés des collèges communautaires n'a cessé d'augmenter. Si 75 % des diplômés de la promotion de 1986 avaient moins de 25 ans, cette proportion n'est que de 60 % dans le cas des diplômés de la promotion de 1995. De même, la proportion de jeunes diplômés de l'enseignement collégial qui avaient au plus un diplôme d'études secondaires avant d'entreprendre leur programme collégial a diminué, tombant de



82 % en 1986 à 76 % en 1995. Environ les trois quarts seulement de ces jeunes diplômés se trouvaient aux études 12 mois avant leur entrée au collège. Par conséquent, les jeunes diplômés qui sont passés directement de l'école secondaire au collège communautaire ont représenté une proportion plus faible — et décroissante — de l'ensemble des diplômés de l'enseignement collégial : 46 % en 1986, 39 % en 1990 et 34 % en 1995.

Le temps qu'il aura fallu aux diplômés pour terminer leur programme d'études constitue un autre changement important. À l'enseignement collégial, la proportion des diplômés qui ont terminé leurs études en moins d'un an est passée de 6 % pour la promotion de 1990 à 11 % pour celle de 1995. Cette augmentation peut être attribuable en partie aux changements dans les modes de déclaration des programmes de l'enseignement professionnel et technique. Bon nombre de programmes d'un an préalables à l'emploi ou à l'apprentissage exigent maintenant un diplôme d'études secondaires — une amélioration qui peut faire évoluer ces programmes d'éducation de l'enseignement professionnel et technique à l'enseignement collégial. Près des trois quarts des étudiants inscrits à temps plein au collège ont terminé leur programme d'études en un an ou deux.

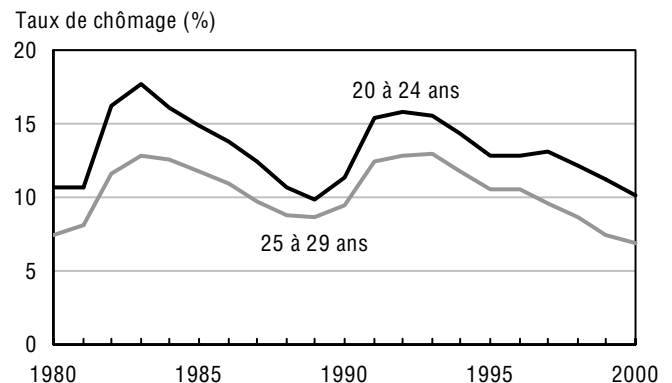
Pour ce qui est du baccalauréat, la proportion d'étudiants à temps plein qui ont obtenu leur grade en trois ans a diminué, chutant de 79 % pour la promotion de 1990 à 74 % pour celle de 1995, alors que la proportion de ceux qui l'ont obtenu en quatre ans ou plus est passée de 21 % à 26 %. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce changement. Au cours de cette période, les universités ont réduit le nombre de programmes de baccalauréats qu'elles offraient sur trois ans. De plus, les stages de travail intégrés aux études peuvent également accroître la durée de certains programmes. Par surcroît, il est possible que certains étudiants aient étalé leurs cours sur une plus longue période de façon à leur permettre de travailler pour financer leurs études, à la suite de l'augmentation des frais de scolarité des études postsecondaires.

### Incidence du marché du travail

La situation du marché du travail influe sur la réussite d'un diplômé à dénicher rapidement un emploi bien rémunéré. Les diplômés des trois promotions qui font l'objet du présent document ont été confrontés à des situations fort différentes sur le marché du travail

aux termes de leurs études. Le graphique 1 affiche le taux de chômage des jeunes adultes de 1980 à 2000. Ce taux est un indice important de la situation du marché du travail.

Graphique 1  
Taux de chômage des jeunes adultes,  
1980 à 2000



Les diplômés de la promotion de 1986 ont été interviewés en 1988, puis de nouveau en 1991. Les jeunes adultes affichaient alors des taux de chômage relativement faibles dans les années suivant l'obtention de leur diplôme. Toutefois, quatre ans après la remise des diplômes de cette promotion, l'économie canadienne a subi une récession et, en 1991, les taux de chômage des 20 à 24 ans et des 25 à 29 ans s'établissaient à 15,4 % et à 12,4 %, respectivement.

Les diplômés de la promotion de 1990 ont intégré le marché du travail au moment où les taux de chômage ont commencé à grimper. En 1992, pendant le creux du cycle économique, le taux de chômage des 20 à 24 ans s'établissait à 15,8 %. En 1995, année où l'on a mené la deuxième interview auprès des diplômés de la promotion de 1990, les taux de chômage ont encore une fois baissé mais sont demeurés à des niveaux supérieurs à ceux enregistrés l'année de l'obtention de leur diplôme.

En 1997, alors que la première interview des diplômés de la promotion de 1995 a été réalisée, le taux de chômage des 20 à 24 ans se situait autour de 13 %. Toutefois, en 2000, soit cinq ans après l'obtention de leur diplôme, les jeunes de la promotion de 1995 se sont retrouvés dans une situation beaucoup plus favorable sur le marché du travail : le taux de chômage des 25 à 29 ans a alors atteint le niveau le plus bas enregistré dans l'ensemble des trois cohortes.

## Le génie et les sciences appliquées offrent la meilleure rémunération

La médiane des gains annuels des jeunes diplômés universitaires de 1995 travaillant à temps plein était de 32 000 \$ en 1997, ce qui est nettement supérieur à la médiane de 25 000 \$ des gains annuels de leurs homologues du collégial. (La moitié de la population touchait des gains supérieurs à cette médiane et l'autre moitié, des gains inférieurs.) Cet écart absolu de 7 000 \$ persistait toujours cinq ans après l'obtention du diplôme, au moment où les médianes des gains des deux groupes s'établissaient à 40 000 \$ et à 33 000 \$, respectivement.

Les bacheliers et bachelières avaient tendance à toucher des gains supérieurs à ceux des diplômés de l'enseignement collégial, mais l'écart entre les gains au collégial et à l'université était plus marqué chez les femmes.


Le génie et les sciences appliquées comptaient parmi les disciplines offrant les emplois les mieux rémunérés aux diplômés de l'enseignement collégial de la promotion de 1995, affichant une médiane de gains annuels de 40 000 \$ en 2000. Les sciences de la santé ont suivi, leur médiane s'établissant à 34 000 \$. Le domaine d'études le moins rémunérateur pour les diplômés de l'enseignement collégial a été les affaires et le commerce. Dans le cas des diplômés universitaires de la promotion de 1995, le génie et les sciences appliquées (médiane de gains de 56 000 \$) ainsi que les mathématiques et les sciences physiques (médiane de 54 000 \$) constituaient les disciplines les plus rémunératrices en 2000. À l'enseignement collégial, un seul domaine d'études — le génie et les sciences appliquées — a été caractérisé par une rémunération du même ordre que celle des disciplines universitaires.

## Frais de scolarité élevés, endettement accru

Entre 1986 et 1995, les frais de scolarité moyens imposés par les universités ont augmenté de 118 % (en dollars courants)<sup>2</sup>. Étant donné que les universités offrent habituellement des programmes plus longs et imposent des frais de scolarité plus élevés, il n'est pas étonnant de constater que les niveaux d'endettement des diplômés universitaires soient supérieurs à ceux des diplômés de l'enseignement collégial.

Dans le cas de la promotion de 1990, les diplômés des collèges communautaires avaient

contracté des dettes moyennes de 5 300 \$ dans le cadre des programmes de prêts fédéraux et provinciaux au moment de l'obtention du diplôme, comparativement à 8 800 \$ pour les bacheliers (tableau 2).

 **Tableau 2**  
**Montant de la dette dans le cadre des programmes de prêts fédéraux et provinciaux, jeunes diplômés, promotions de 1990 et 1995**

	Promotion de 1990	Promotion de 1995
	en dollars constants de 2000	
<b>Collège</b>		
Au moment de l'obtention du diplôme	5 300	8 300
Deux ans plus tard	3 200	5 900
Cinq ans plus tard	2 100	3 800
<b>Université</b>		
Au moment de l'obtention du diplôme	8 800	11 800
Deux ans plus tard	5 800	8 500
Cinq ans plus tard	3 800	5 400

Source : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des diplômés.

Les diplômés des collèges communautaires de la promotion de 1990 avaient remboursé leurs prêts à 40 % et à 60 %, deux ans et cinq ans après l'obtention de leur diplôme, respectivement. Pour leur part, les diplômés universitaires de la promotion de 1990 avaient remboursé leurs prêts à 34 % et à 57 %, respectivement. Bref, cinq ans après l'obtention de leur diplôme, les remboursements effectués par les diplômés de l'enseignement collégial et universitaire suivaient une courbe presque identique, les deux groupes ayant remboursé leurs prêts étudiants à environ 60 %.

Par comparaison aux diplômés de la promotion de 1990, ceux de la promotion de 1995 avaient contracté une dette supérieure au moment de l'obtention du diplôme. Cependant, ils avaient remboursé leurs prêts dans une proportion presque égale cinq ans après l'obtention du diplôme.

Au moment de l'obtention du diplôme en 1995, les diplômés des collèges communautaires avaient contracté une dette moyenne de 8 300 \$ en prêts du gouvernement, somme équivalant à près de 60 % de plus que celle de leurs homologues de la promotion de 1990. Les diplômés universitaires de la promotion de 1995 avaient contracté une dette de 11 800 \$, soit une hausse de 34 % par rapport à ceux de la promotion de 1990. Les diplômés des collèges

communautaires et les diplômés universitaires avaient remboursé un peu plus du quart du prêt deux ans après l'obtention du diplôme — proportion nettement inférieure à celle remboursée par les diplômés de la promotion de 1990. Néanmoins, cinq ans après l'obtention du diplôme, les diplômés des collèges communautaires et les diplômés universitaires avaient remboursé 55 % de leurs prêts initiaux, proportion qui est presque égale à celle des diplômés de la promotion de 1990.

Deux ans et cinq ans après l'obtention de leur diplôme, on a demandé aux diplômés s'ils éprouvaient des difficultés à rembourser leurs prêts étudiants. Bien que la grande majorité des jeunes diplômés n'ait pas déclaré éprouver des difficultés, les diplômés de la promotion de 1995 étaient plus susceptibles que ceux de la promotion de 1990 de déclarer avoir eu des difficultés à rembourser leurs prêts étudiants.

Les diplômés universitaires de la promotion de 1990 ont déclaré éprouver des difficultés à rembourser leurs prêts étudiants deux ans et cinq ans après l'obtention de leur diplôme, à 15 % et à 13 % respectivement. Pour ce qui est des diplômés universitaires de la promotion de 1995, 20 % d'entre eux éprouvaient des difficultés à rembourser leurs prêts étudiants deux ans après l'obtention de leur diplôme, proportion qui a chuté à 16 % cinq ans après l'obtention du diplôme.

À l'enseignement collégial, 8 % des diplômés de la promotion de 1990 ont déclaré éprouver des difficultés à rembourser leurs prêts deux ans après l'obtention de leur diplôme, proportion qui a légèrement augmenté pour s'établir à 11 % cinq ans après l'obtention de leur diplôme. Les diplômés de l'enseignement collégial de la promotion de 1995 étaient plus enclins que ceux de 1990 à déclarer avoir des difficultés à rembourser leurs prêts étudiants deux ans et cinq ans après l'obtention de leur diplôme : 13 % d'entre eux éprouvaient de la difficulté à rembourser leurs prêts deux ans après l'obtention de leur diplôme, proportion qui est passée à 16 % en 2000.

## Conclusion

Dans l'ensemble, les diplômés du groupe principal de la promotion de 1995 ont bien réussi sur le marché du travail deux ans et cinq ans après avoir obtenu leur diplôme. Les perspectives d'emploi des diplômés de l'enseignement collégial étaient favorables, peu importe le domaine d'études. De fait, les jeunes diplômés du groupe principal de tous les domaines d'études de l'enseignement collégial affichaient des taux d'emploi supérieurs à 90 % cinq ans après l'obtention de leur diplôme.

Malgré les changements et la restructuration économiques, de même que la transformation des programmes offerts par les établissements d'enseignement postsecondaire, la situation des jeunes diplômés universitaires sur le marché du travail est demeurée relativement stable au cours des 15 années visées par la présente étude (de 1986 à 2001). Les bacheliers ont mieux résisté aux effets de la récession survenue au début des années 1990 que les jeunes n'ayant qu'un diplôme d'études secondaires.

Parallèlement, le coût de l'éducation postsecondaire a toutefois augmenté, ce qui a eu pour effet d'endetter davantage la plupart des étudiants à la fin de leurs études. Entre 1990 et 1995, l'endettement des diplômés de l'enseignement collégial et universitaire s'est accru pour se situer à 57 % et à 34 %, respectivement. Néanmoins, bien qu'une proportion croissante de diplômés ait déclaré éprouver des difficultés à rembourser leurs prêts étudiants, la majorité des diplômés n'ont pas déclaré avoir eu des difficultés à cet égard. RIE

## Notes

1. Le présent article est une adaptation du document de recherche *Trouver sa voie : profil des jeunes diplômés canadiens* (produit n° 81-595-MIF2003003 au catalogue de Statistique Canada), offert gratuitement à l'adresse [www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/studiesfree\\_f.cgi](http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/studiesfree_f.cgi) dans Internet.
2. Statistique Canada, Enquête sur les frais de scolarité et de subsistance.

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À  
**[www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)**





Christina Norris, Jean Pignal et  
Garth Lipps  
Centre de la statistique de  
l'éducation, Division des enquêtes  
spéciales et Division des études sur la  
famille et le travail  
Statistique Canada

## Mesure de la participation scolaire

### Introduction

De nos jours, le personnel enseignant doit souvent faire face au problème du retrait des élèves sur les plans émotif, intellectuel et physique par rapport à l'école (Voelkl, 1996). Les élèves qui ne participent pas au milieu scolaire, ou qui ne s'y identifient pas, sont plus susceptibles de connaître l'échec ou l'abandon scolaire. Selon Finn, Folger et Cox (1991), le désengagement face à l'école commence à se manifester dès les premières années sous forme d'un manque d'attention ou d'intérêt à l'école, puis prend de l'ampleur au fil du temps. Au fur et à mesure que les enfants grandissent, le retrait sur les plans social, émotif et intellectuel, quand il est combiné à de faibles notes, peut entraîner de sérieux problèmes comme l'absentéisme, la délinquance juvénile et l'abandon scolaire.

Des recherches récentes semblent indiquer que les enfants qui participent au milieu scolaire sont plus susceptibles de bien réussir à l'école et d'obtenir leur diplôme d'études secondaires. Voelkl (1995, 1997) a constaté que les élèves du primaire qui prennent part aux activités scolaires ont jugé ce milieu accueillant et que ceux qui s'identifient à leur école ont affiché des taux de réussite scolaire plus élevés. Des études menées auprès d'élèves du secondaire ont révélé que ceux qui participent plus activement au milieu scolaire et aux activités d'apprentissage se sentent moins aliénés par rapport à leur école et présentent des taux de réussite scolaire plus élevés (Ainley, 1993; Finn et Rock, 1997; Trusty et Dooley-Dickey, 1993).

Les parents, le personnel enseignant et les gouvernements considèrent comme de la plus haute importance non seulement le fait que les enfants canadiens demeurent à l'école, mais aussi qu'ils y reçoivent un enseignement de haute qualité et qu'ils y développent leurs aptitudes à fond. Pour pouvoir concurrencer sur le marché du travail aux échelles nationale et internationale, les enfants doivent terminer leurs études avec de bons résultats, compte tenu particulièrement de la tendance à la mondialisation et de l'économie fondée sur le savoir.



Une enquête canadienne aborde certaines de ces questions. Amorcée en 1994-1995, l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) est un projet mené conjointement par Développement des ressources humaines Canada (DRHC) et Statistique Canada. Dans le cadre du volet de cette enquête qui porte sur l'enseignement, nous faisons appel à des tests d'aptitudes standardisés ainsi qu'à des questions qu'on pose aux enfants, à leurs parents et à leurs enseignants pour examiner les progrès scolaires des enfants.

En tant que membres de l'équipe du contenu ayant élaboré le questionnaire à l'intention des enseignants pour la composante de la vie étudiante de l'ELNEJ, nous avons ajouté plusieurs points visant à évaluer diverses facettes de la participation scolaire des élèves. Notre intention était de dégager une évaluation générale de la participation scolaire des élèves. Toutefois, depuis les débuts de l'élaboration du contenu, notre conceptualisation de la participation scolaire a changé et nous a amenés à différencier la participation à la vie étudiante de la participation à la vie sociale. Dans cette étude, nous avons évalué si nous pouvions mesurer adéquatement notre nouvelle définition de la participation scolaire au moyen de l'ELNEJ. Dans le présent rapport, nous définissons la participation scolaire, décrivons l'ELNEJ, traitons de la méthodologie utilisée pour mettre au point deux échelles de participation scolaire à l'aide de points dégagés du questionnaire de l'ELNEJ à l'intention des enseignants et proposons d'autres travaux nécessaires pour bien saisir la participation scolaire.

### Évaluation de la qualité générale des mesures de la participation à la vie étudiante et à la vie sociale de l'ELNEJ

Nous avons évalué la qualité de la mesure de la participation à la vie étudiante et à la vie sociale en tenant compte de trois éléments principaux :

- **La mesure** (Les points pris séparément et ensemble reflètent-ils toutes les composantes de la participation à la vie étudiante et à la vie sociale?)
- **La fiabilité** (Les réponses aux points qui ont constitué les mesures de la participation à la vie étudiante et à la vie sociale ont-elles été constantes — entre les mesures, à différents moments, ou chez tous les répondants?)

- **La validité** (Les points qui devaient servir à mesurer la participation à la vie étudiante et à la vie sociale ont-ils représenté de façon précise la participation à la vie étudiante et à la vie sociale?)

Nous avons évalué **la mesure** en examinant la façon dont les points qui devaient représenter respectivement la participation à la vie étudiante et à la vie sociale ont constitué naturellement des grappes en intercorrélation qui semblent désigner chacun des types de participation. Théoriquement, une seule grappe de points devrait ressortir de chacun des types de participation scolaire : une qui refléterait le volet participation en ce qui a trait à la vie étudiante; l'autre qui refléterait le volet identification de la participation à la vie sociale. Nous avons eu recours à l'analyse en composantes principales (ACP), une technique statistique, pour examiner le nombre de grappes ou d'ensembles de points non liés ou relativement libres de toute corrélation qui ont pu se former à partir des points d'origine. L'objectif était de trouver des ensembles de points à corrélation élevée au sein de l'ensemble, mais sans forte corrélation entre tous les ensembles. Par exemple, dans une mesure bien faite, tous les points permettant d'évaluer la participation à la vie étudiante auraient une forte corrélation entre eux, mais ils n'auraient qu'une faible corrélation avec les points qui évaluent la participation à la vie sociale. Ces ensembles de points sont appelés composantes. L'ACP permet de déterminer ces composantes, en ordre décroissant du montant de variabilité totale des réponses aux ensembles de points : la première composante accuse la plus forte variabilité totale, la deuxième composante affiche la deuxième variabilité en importance, et ainsi de suite (voir l'encadré suivant). Ensuite, nous avons évalué **la fiabilité** des composantes en examinant la stabilité des réponses dans tous les ensembles de points utilisés pour former chacune des deux mesures (participation à la vie étudiante et participation à la vie sociale). La mesure statistique utilisée pour évaluer cette stabilité est le coefficient Alpha de Cronbach — soit la corrélation moyenne entre toutes les méthodes possibles de subdivision de l'ensemble de points en deux parties. Par exemple, l'ensemble peut être subdivisé entre les réponses paires et impaires aux points de participation à la vie sociale, ou entre les réponses à la première partie et les réponses à la seconde partie des points de participation à la vie étudiante.

Enfin, nous avons évalué **la validité** en examinant à quel degré les résultats des répondants sur les mesures construites de la participation à la vie étudiante et à la vie sociale ont coïncidé ou ont été en corrélation avec leurs résultats sur les mesures de concepts semblables et qui ont un lien logique (validité concourante et prédictive). Nous avons également examiné à quel

degré les réponses n'ont pas coïncidé ou qu'elles étaient sans corrélation avec les résultats des répondants sur des mesures de construits de conception semblable mais non liés (validité discriminante). Par exemple, nous nous attendions à ce que les résultats des répondants sur les mesures de la participation à la vie sociale et de la participation à la vie étudiante soient liés entre eux (validité concourante) et, pris isolément, qu'ils soient liés au résultat des échelles de calculs mathématiques du répondant, à l'évaluation de la réussite scolaire par l'enseignant ainsi qu'à l'évaluation de la réussite scolaire par le parent (validité prédictive). En outre, nous nous attendions à ce que les résultats sur les mesures évaluant la perception de l'élève quant à son apparence physique, les sentiments de dépression de l'élève, le degré d'intérêt de l'enseignant pour son travail et la description du fonctionnement de la famille par les parents aient une corrélation faible ou nulle avec les résultats des répondants sur les mesures de la participation à la vie étudiante tout comme de la participation à la vie sociale (validité discriminante).

### Critères d'analyse en composantes principales

L'objectif de l'analyse en composantes principales (ACP) est de trouver une méthode de résumé efficace des réponses à une série de questions. Par exemple, 13 points du questionnaire de l'ELNEJ de 1994-1995 ont permis de mesurer la participation à la vie étudiante. La variabilité totale des réponses à ces questions pourrait constituer 13 unités de variabilité : en théorie, 13 composantes principales pourraient être construites à partir de ces 13 points. Toutefois, l'interprétation du même nombre de composantes sous forme de points ne présenterait aucun avantage. Pour cette raison, nous avons besoin d'une méthode pour réduire le nombre de composantes sans pour autant perdre trop de renseignements. Des manuels statistiques, comme celui de Tabachnick et Fidell (1996), indiquent plusieurs critères à adopter pour atteindre cet objectif. Dans le cadre de ce projet, nous avons utilisé quatre critères afin de déterminer les composantes à considérer dans notre analyse :

- D'abord, nous avons examiné seulement les composantes dont la valeur caractéristique est supérieure ou égale à 1. (La valeur caractéristique montre dans quelle mesure la variabilité totale dans les réponses aux points de participation scolaire doit être prise en compte par la composante.) En général, les composantes dont les valeurs caractéristiques sont égales ou supérieures à 1,00

comptent autant (ou davantage) de variabilité dans les réponses à tous les points de participation scolaire qu'un seul point de participation scolaire. Cette composante est aussi (ou davantage) efficace pour résumer les réponses à tous les points de participation scolaire qu'un seul point de participation scolaire.

- Le deuxième critère a été le « scree plot » — graphique dans lequel toutes les valeurs caractéristiques des composantes sont tracées par ordre décroissant selon la taille. Nous avons étudié seulement les composantes qui se trouvaient au premier repère de mise à niveau du graphique, ou au-delà de celui-ci.
- Le troisième critère a traité de la « structure simple » ou non de la composante, c'est-à-dire s'il n'y avait que des points de corrélation importante avec la composante. Par exemple, le point « La plupart des autres enfants m'aiment » peut avoir une forte corrélation avec une composante où tous les points semblent représenter la participation à la vie sociale, mais n'avoir qu'une faible corrélation avec une composante où tous les points semblent désigner la participation à la vie étudiante. La structure d'une composante qui ne comprend que des points à forte corrélation à une seule composante est dite simple.

Le dernier critère que nous avons utilisé est la variabilité totale dans les réponses ayant constitué les composantes qui ont été déterminées. Ces composantes devaient, une fois combinées, constituer au moins 30 % de la variabilité totale dans les réponses aux points. Dans notre cas, où nous croyions que 19 points avaient permis de mesurer la participation à la vie étudiante et à la vie sociale, la somme des valeurs caractéristiques de toutes les composantes déterminées devait être supérieure ou égale à 5,7 (30 % de 19).

### Définition de la « participation scolaire »

La participation scolaire n'est pas un construit unidimensionnel : elle comporte de nombreuses composantes (Newmann, 1989). Sur le plan conceptuel, la participation scolaire touche à la fois le comportement des enfants à l'école ainsi que l'attachement psychologique ou émotif à leur école. Elle fait allusion non seulement à ce qui se passe en classe, mais également à ce qui se passe à l'extérieur de celle-ci (Finn, 1993; Voelkl, 1995, 1997). La participation scolaire peut également référer au comportement de l'élève ou à ses sentiments par

rapport à la matière vue en classe, aux règlements de l'école, aux enseignants et aux autres élèves (Finn, 1993; Newmann, 1989).

En ce sens, nous avons défini la participation scolaire comme suit : la participation active et l'identification émotionnelle de l'enfant aux cadres de vie sociale et étudiante de l'école. Cette définition distingue la participation à la vie étudiante, qui se déroule en classe, de la participation à la vie sociale, qui se déroule à l'extérieur de la classe. Elle englobe également les volets comportemental et cognitif-perceptuel de la participation scolaire (voir le cadre conceptuel de la participation scolaire au graphique 1)<sup>1</sup>.

### Participation à la vie étudiante

La participation à la vie étudiante se définit comme la participation active et l'identification aux cadres de vie étudiante de l'école. Ces cadres comprennent les rapports des élèves avec les enseignants, les programmes d'études et la direction de l'école. En outre, l'identification au volet étudiant peut être subdivisée selon l'appartenance et la valorisation. Le concept d'« appartenance » réfère à l'étroite correspondance entre les besoins perçus des élèves et les avantages qu'offre l'école. Il fait également allusion à la perception des élèves de se trouver dans un milieu où l'on se soucie d'eux et où ils se sentent respectés. Le concept de « valorisation » renvoie à l'adhésion des élèves aux objectifs généraux de l'enseignement, particulièrement à ceux liés à la

réussite scolaire. Par exemple, la valorisation englobe l'intérêt et la conviction que les élèves nourrissent par rapport à l'importance et à la pertinence de la réussite scolaire.

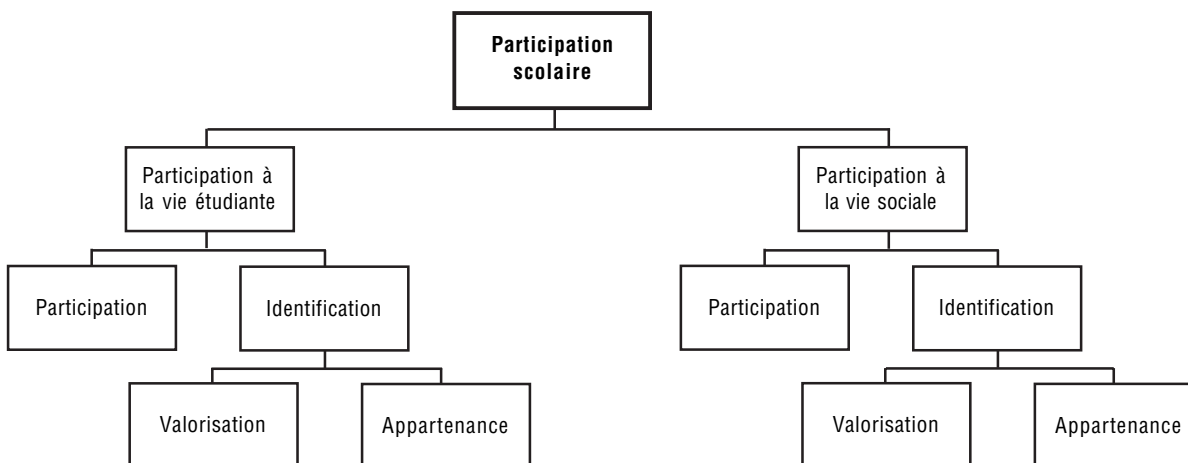
### Participation à la vie sociale

La participation à la vie sociale se définit comme la participation active et l'identification aux cadres sociaux de l'école, soit les activités et les intérêts informels à l'extérieur de la classe qui se rapportent à l'école. Les rapports des élèves avec les autres élèves, les activités parascolaires et les contacts avec les enseignants à l'extérieur de la classe comptent parmi les exemples des cadres sociaux de l'école. L'identification aux aspects sociaux de l'école touche le sentiment de l'élève d'appartenir au milieu social de l'école et d'y être accepté. Il touche également la valorisation, soit la conviction qu'il est important de participer et de s'intéresser à la vie sociale de l'école.

## L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) est une enquête complète qui permet d'examiner une grande variété de facteurs lesquels, croit-on, influent sur les progrès des enfants<sup>2</sup>. Tous les deux ans, l'enquête permet de recueillir des données sur les enfants à mesure qu'ils grandissent, de même que sur les milieux cruciaux au sein desquels ils vivent, apprennent et jouent.

Graphique 1  
Cadre conceptuel de la participation scolaire





Le premier cycle de l'ELNEJ, mené en 1994-1995, a permis de recueillir de l'information auprès de 23 000 enfants, allant des nouveau-nés aux jeunes de 11 ans. L'enquête a porté sur les volets suivants :

- le comportement
- la santé et les progrès des enfants
- les modalités de garde des enfants
- la démographie
- l'éducation
- la garde de la famille
- le fonctionnement de la famille
- les loisirs
- la littératie
- le rôle parental
- les relations
- le contexte socioéconomique.

En plus d'avoir mené des interviews auprès des ménages avec la personne la mieux renseignée sur l'enfant (habituellement la mère), nous avons fait appel, dans le cadre de l'ELNEJ, à diverses méthodes pour recueillir l'information sur les progrès et le fonctionnement de l'enfant (graphique 2). Les méthodes de collecte de données comprennent les tests standardisés (calculs mathématiques et vocabulaire), les questionnaires à remplir soi-même destinés aux enfants de 10 ans et plus et les questionnaires à remplir par l'enseignant et le directeur d'école de l'enfant. Les questionnaires à

remplir par l'enseignant et le directeur ont permis d'obtenir de l'information précise sur l'enseignement dispensé à l'enfant et le comportement de ce dernier en classe et en milieu scolaire.

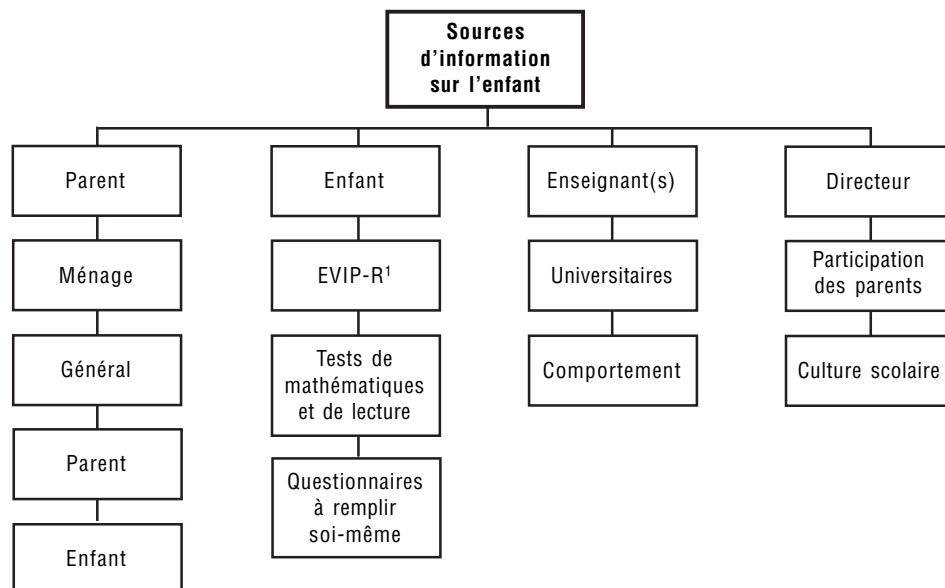
Tel qu'il a été mentionné précédemment, nous avons modifié notre définition de la participation scolaire à la suite du premier cycle de l'ELNEJ. La nouvelle définition a permis de différencier la participation à la vie étudiante de la participation à la vie sociale des élèves. Nous avons dû déterminer si le contenu de l'enquête actuelle avait permis de mesurer cette nouvelle définition de façon adéquate ou si des modifications devaient être apportées au contenu des cycles ultérieurs pour la mesurer plus efficacement.

À cette fin, nous avons utilisé les données de l'ELNEJ de 1994-1995 sur le comportement d'environ 3 400 enfants de 10 et 11 ans et sur le fonctionnement de l'enseignement qu'ils ont reçu, pour établir des mesures distinctes de participation à la vie étudiante et à la vie sociale des élèves. Le recours à l'information dégagée des questionnaires à remplir par l'enseignant et l'enfant nous a permis d'obtenir un tableau plus complet de la participation scolaire. Par la suite, nous avons eu recours aux méthodes statistiques afin d'évaluer l'efficacité de la mesure.



Graphique 2

## Outils d'enquête du premier cycle de l'ELNEJ (1994-1995)



1. EVIP-R : Échelle de vocabulaire en images de Peabody — révisée.

## Méthode de mesure de la participation scolaire

De façon aléatoire, nous avons divisé en deux l'échantillon complet des élèves. Ensuite, nous avons utilisé la première partie, l'« échantillon exploratoire », afin d'élaborer et d'évaluer notre mesure actualisée de la participation scolaire. La seconde partie, l'« échantillon de confirmation », a servi à confirmer la tendance générale des résultats de la première partie.

Afin de mesurer notre nouvelle définition de la participation scolaire, nous avons utilisé les points d'enquête de l'ELNEJ pour concevoir des échelles distinctes pour ces deux construits : la participation à la vie sociale et la participation à la vie étudiante. Après avoir déterminé, à partir des questionnaires de l'ELNEJ de 1994-1995, tous les points qui pourraient servir à mesurer chaque concept (13 points pour la participation à la vie étudiante et 6 points pour la participation à la vie sociale), nous avons eu recours à un processus en trois étapes (voir l'encadré 1) afin de mettre au point les deux échelles :

1. Nous nous sommes servis de l'ACP pour examiner les liens réciproques des points qui composent chaque échelle et évaluer l'indépendance des échelles l'une envers l'autre.
2. Nous avons utilisé le coefficient Alpha de Cronbach pour évaluer la fiabilité de chaque échelle.
3. Nous avons estimé la validité des construits de chaque échelle de façon à mesurer le concept jugé sous-tendu, sans évaluer les concepts semblables qui ne sont pas liés.


D'un point de vue opérationnel, nous nous attendions à ce que la participation à la vie sociale et la participation à la vie étudiante soient liées entre elles et que, prises isolément, chacune corresponde aux résultats en mathématiques, aux évaluations de la réussite scolaire par l'enseignant ainsi qu'aux évaluations de la réussite scolaire par les parents. En outre, nous nous attendions à ce que le fonctionnement de la famille de l'enfant, le degré de dépression des parents, le degré d'intérêt des enseignants pour leur travail et la perception de l'élève quant à sa propre apparence physique aient une corrélation faible ou nulle avec n'importe quelle mesure de la participation scolaire.

Nous avons adopté ce processus — l'ACP suivie d'évaluations de la fiabilité de la cohérence interne et de la validité des construits — sur l'échantillon exploratoire des élèves à l'aide des réponses aux divers points d'enquête. Ensuite, nous avons répété ce processus à l'aide de l'échantillon de confirmation. La reproduction de nos résultats sur un seul échantillon a ajouté une mesure de confiance par rapport à ceux-ci.

## Résultats de la mesure de la participation scolaire

### Mesure de la participation à la vie étudiante

À l'aide du cycle de l'ELNEJ de 1994-1995, 13 points d'enquête évaluant les comportements de conformité et l'attention générale ont constitué la mesure de la participation à la vie étudiante (tableau 1). De nombreux critères ont servi à déterminer le nombre de composantes qui sous-tendent les points (voir l'encadré 2). L'ACP de l'échantillon exploratoire a permis de montrer que la mesure proposée de la participation à la vie étudiante ne comportait qu'une seule composante. Cette première composante avait une valeur caractéristique supérieure à 1,00, constituant 59,6 % de la variance totale des points d'enquête. En outre, tous les 13 points ont comporté des corrélations égales ou supérieures à 0,68 avec la composante. Le coefficient Alpha de Cronbach des 13 points qui ont constitué la mesure était de 0,93, ce qui semble indiquer que le degré de fiabilité de cohérence interne de cette mesure est acceptable.

 Tableau 1  
**Analyse des composantes principales de la mesure de la participation à la vie étudiante, échantillon exploratoire**

Points de l'ELNEJ sur la participation à la vie étudiante	Saturations factorielles <sup>1</sup>
L'élève travaille bien avec les autres élèves	0,68
L'élève est discipliné	0,80
L'élève suit les directives	0,85
L'élève écoute attentivement	0,84
L'élève suit les consignes	0,85
L'élève termine ses travaux à temps	0,79
L'élève prend soin des documents	0,84
L'élève rend des travaux propres et soignés	0,74
L'élève abandonne facilement	0,69
L'élève est distrait	0,74
L'élève ne fait pas ses devoirs	0,74
L'élève est désobéissant à l'école	0,68
L'élève ne peut demeurer concentré	0,77

1. Corrélations entre les points et les composantes.

Afin d'examiner la validité concourante et prédictive de la mesure, nous avons calculé ses corrélations avec la mesure de la participation à la vie sociale et avec trois mesures de participation à la vie étudiante : le résultat des échelles de calculs mathématiques, l'évaluation de la réussite scolaire par l'enseignant et l'évaluation de la réussite scolaire par le parent. Nous avons évalué la validité discriminante<sup>3</sup> de la mesure en examinant sa corrélation avec quatre évaluations semblables mais de conception distincte : la perception de l'élève quant à son apparence physique, les sentiments de dépression de l'élève, le degré d'intérêt de l'enseignant pour son travail et la description du fonctionnement de la famille par les parents. Comme prévu, le degré de validité prédictive et concourante de la mesure de la participation à la vie étudiante a été raisonnable, et la corrélation de cette mesure avec les mesures de réussite scolaire et de participation à la vie sociale a été modérée. En outre, cette mesure a présenté un degré de validité discriminante jugé acceptable, comme l'ont démontré d'ailleurs les faibles corrélations avec les mesures des construits de conception semblable mais non liés (tableau 2).



**Tableau 2**  
**Validité prédictive, concourante et discriminante de la mesure de la participation à la vie étudiante, échantillon exploratoire**

Validité concourante et prédictive	Corrélation
Participation à la vie sociale	0,27
Résultats en mathématiques	0,31
Évaluation de la réussite par l'enseignant	0,51
Évaluation de la réussite par le parent	0,39
Validité discriminante	Corrélation
Apparence physique	0,17
Degré d'intérêt de l'enseignant	0,11
Fonctionnement de la famille	0,19
Indice de dépression de l'élève	0,09

Les résultats des analyses obtenus à l'aide de l'échantillon de confirmation sont parallèles à ceux des analyses de l'échantillon exploratoire (tableaux 3 et 4). L'ACP que nous avons menée à l'aide de l'échantillon de confirmation semble indiquer qu'une seule composante sous-tend les points qui constituent

la mesure de la participation à la vie étudiante, représentant 58,6 % de la variance totale des 13 points d'enquête. En outre, tous les points ont comporté des coefficients de corrélation égaux ou supérieurs à 0,59 avec la composante. Le coefficient Alpha de Cronbach de la mesure de la participation à la vie étudiante de l'échantillon de confirmation était de 0,94. De la même façon, l'examen de la validité prédictive, concourante et discriminante a permis de reproduire les résultats constatés à l'aide de l'échantillon exploratoire.



**Tableau 3**  
**Analyse des composantes principales de la mesure de la participation à la vie étudiante, échantillon de confirmation**

Points sur la participation à la vie étudiante	Saturations factorielles <sup>1</sup>
L'élève travaille bien avec les autres élèves	0,69
L'élève est discipliné	0,78
L'élève suit les directives	0,84
L'élève écoute attentivement	0,80
L'élève suit les consignes	0,84
L'élève termine ses travaux à temps	0,83
L'élève prend soin des documents	0,81
L'élève rend des travaux propres et soignés	0,78
L'élève abandonne facilement	0,69
L'élève est distrait	0,71
L'élève ne fait pas ses devoirs	0,77
L'élève est désobéissant à l'école	0,59
L'élève ne peut demeurer concentré	0,78

1. Corrélations entre les points et les composantes.




**Tableau 4**  
**Validité prédictive, concourante et discriminante de la mesure de la participation à la vie étudiante, échantillon de confirmation**

Validité concourante et prédictive	Corrélation
Participation à la vie sociale	0,23
Résultats en mathématiques	0,32
Évaluation de la réussite par l'enseignant	0,60
Évaluation de la réussite par le parent	0,52
Validité discriminante	Corrélation
Apparence physique	0,09
Degré d'intérêt de l'enseignant	0,17
Fonctionnement de la famille	0,18
Indice de dépression de l'élève	0,20

## Mesure de la participation à la vie sociale

La mesure de la participation à la vie sociale comportait six questions sur l'identification et la valorisation sociales des enfants. Les résultats de cette mesure ont été calculés en additionnant les réponses des enfants aux six questions<sup>4</sup>. Tous les points négatifs (c.-à-d. les cinq derniers points énumérés aux tableaux 1 et 3) ont été annulés avant l'addition. Des résultats élevés à la mesure de la participation à la vie sociale reflètent, croyons-nous, une profonde identification à l'école sur les plans social et émotif.

Les résultats de l'ACP obtenus à l'aide de l'échantillon exploratoire semblent indiquer qu'une composante sous-tend les six points (voir l'encadré 2). Seule la première composante comportait une valeur caractéristique de 1,00, constituant 51,2 % de la variabilité totale des six points. De plus, tous les points comportaient des coefficients de corrélation égaux ou supérieurs à 0,61 avec la première composante. Les six points n'indiquaient aucune intercorrélation importante avec les autres composantes. Le coefficient Alpha de Cronbach de la mesure était de 0,81, ce qui semble indiquer que le degré de fiabilité de cohérence interne de cette mesure est acceptable (tableau 5).


 **Tableau 5**  
**Analyse principale des composantes des points de participation à la vie sociale, échantillon exploratoire**

Points de participation à la vie sociale	Saturations factorielles <sup>1</sup>
J'ai beaucoup d'ami(e)s	0,75
Je m'entends bien avec les jeunes de mon âge	0,70
Les jeunes de mon âge veulent que je sois leur ami(e)	0,76
La plupart des jeunes de mon âge m'aiment	0,80
À l'école, je me sens seul(e) ou exclu(e)	0,61
Durant les six derniers mois, t'es-tu bien entendu(e) avec les jeunes de ton âge, comme tes ami(e)s ou tes camarades de classe?	0,66

1. Corrélations entre les points et les composantes.

Pour examiner la validité prédictive de la participation à la vie sociale, nous l'avons mise en corrélation avec trois mesures de participation à la vie étudiante : le résultat des échelles des calculs mathématiques, l'évaluation de la réussite scolaire par l'enseignant ainsi que l'évaluation de la réussite scolaire par le parent. Afin d'évaluer sa validité concurrente, nous avons mis ses résultats en

corrélation avec la mesure de la participation à la vie étudiante. Nous avons évalué sa validité discriminante en examinant sa corrélation avec quatre mesures semblables mais de conception distincte : la perception de l'élève quant à son apparence physique, les sentiments de dépression de l'élève, le degré d'intérêt de l'enseignant pour son travail et la description du fonctionnement de la famille par les parents. Contrairement aux attentes, le degré de validité prédictive de la mesure de la participation à la vie sociale n'a pas été raisonnable, comme les faibles corrélations avec les mesures de participation à la vie étudiante l'ont montré (tableau 6). De plus, nous n'avons constaté qu'une faible preuve de validité concurrente. L'examen de la validité discriminante a permis de montrer que la mesure de la participation à la vie sociale comportait une corrélation modérée avec la perception de l'élève quant à son apparence physique, ce qui semble indiquer que, dans le cadre de l'échantillon exploratoire, la mesure de la participation à la vie sociale était dépourvue de validité discriminante.

 **Tableau 6**  
**Validité prédictive, concurrente et discriminante de la mesure de la participation à la vie sociale, échantillon exploratoire**

Validité concurrente et prédictive	Corrélation
Participation à la vie scolaire	0,27
Résultats en mathématiques	0,05
Évaluation de la réussite par l'enseignant	0,12
Évaluation de la réussite par le parent	0,16
Validité discriminante	Corrélation
Apparence physique	0,46
Degré d'intérêt de l'enseignant	0,01
Fonctionnement de la famille	0,15
Indice de dépression de l'élève	0,12

Les résultats de l'ACP obtenus à l'aide de l'échantillon de confirmation sont parallèles à ceux de l'échantillon exploratoire (tableau 7). Encore une fois, seule une composante comportait une valeur caractéristique supérieure à 1,00, constituant 50,5 % de la variabilité totale parmi les six points de participation à la vie sociale. Tous les six points en corrélation avec cette composante affichaient des coefficients de corrélation égaux ou supérieurs à 0,61 et n'avaient pas d'intercorrélation avec les autres composantes. Le coefficient Alpha de Cronbach des points de participation à la vie sociale était de 0,80.



Tableau 7  
**Analyse principale des composantes des points de participation à la vie sociale, échantillon de confirmation**

Points de participation à la vie sociale	Saturations factorielles <sup>1</sup>
J'ai beaucoup d'ami(e)s	0,73
Je m'entends bien avec les jeunes de mon âge	0,72
Les jeunes de mon âge veulent que je sois leur ami(e)	0,73
La plupart des jeunes de mon âge m'aiment	0,78
À l'école, je me sens seul(e) ou exclu(e)	0,61
Durant les six derniers mois, t'es-tu bien entendu(e) avec les jeunes de ton âge, comme tes ami(e)s ou tes camarades de classe?	0,69

1. *Corrélations entre les points et les composantes.*

Nous avons examiné la validité de la mesure de la participation à la vie sociale à l'aide de l'échantillon de confirmation. Selon les résultats de l'échantillon exploratoire, cette mesure n'avait pas de corrélation avec les construits que nous avons prédits (à l'exception de la mesure de la participation à la vie étudiante); toutefois, elle avait des corrélations modérées avec les construits non liés (tableau 8). Ainsi, il semble que la mesure de la participation à la vie sociale ne comportait pas de taux adéquats de validité prédictive, concurrente ou discriminante.



Tableau 8  
**Validité prédictive, concurrente et discriminante de la mesure de la participation à la vie sociale, échantillon de confirmation**

Validité concurrente et prédictive	Corrélation
Participation à la vie scolaire	0,23
Résultats en mathématiques	0,10
Évaluation de la réussite par l'enseignant	0,07
Évaluation de la réussite par le parent	0,11
Validité discriminante	Corrélation
Apparence physique	0,42
Degré d'intérêt de l'enseignant	0,07
Fonctionnement de la famille	0,19
Indice de dépression de l'élève	0,15

## Sommaire et incidences de l'élaboration du contenu de l'ELNEJ

Les analyses de la mesure de la participation à la vie étudiante ont fait ressortir qu'une seule composante sous-tend les 13 points. Par conséquent, on peut utiliser ces points pour établir une mesure de la participation à la vie étudiante avec un taux acceptable de fiabilité de cohérence interne. La mesure de la validité de cette évaluation semble indiquer que ses degrés de validité prédictive, concurrente et discriminante ont été adéquats. Selon cette information, il s'avère que les 13 points constituant la mesure de la participation à la vie étudiante peuvent servir de mesure unidimensionnelle de la participation à la vie étudiante. Les recherches antérieures semblent révéler que, en effet, la participation scolaire était en corrélation avec la réussite scolaire, quoiqu'à un degré moins prononcé qu'avec les mesures de participation à la vie étudiante (Voelkl, 1995).

L'enquête sur la structure, la fiabilité et la validité de la composante quant à la mesure proposée de la participation à la vie sociale a dressé un tableau moins reluisant. Ces analyses semblent indiquer qu'on ne pourrait pas utiliser les points proposés comme mesure de la participation à la vie sociale. Bien que les résultats de l'ACP révèlent qu'une seule composante sous-tend les six points de participation à la vie sociale, des vérifications quant à la validité de l'échelle proposée montrent que cette mesure serait dépourvue des degrés adéquats de validité prédictive, concurrente et discriminante.

D'après le contenu de la mesure de la participation scolaire, il semble qu'un seul des six points ait servi à évaluer les rapports avec les autres élèves à l'école. Les cinq autres points ont permis d'évaluer l'ensemble des rapports sociaux (tableaux 5 et 7), et il semble qu'ils aient servi à mesurer le soutien social à l'école ou à l'extérieur de celle-ci. Par conséquent, il n'apparaît pas que la mesure de la participation à la vie sociale ait permis d'évaluer la participation scolaire, mais on a pu l'utiliser pour mesurer le soutien ou l'appartenance social.



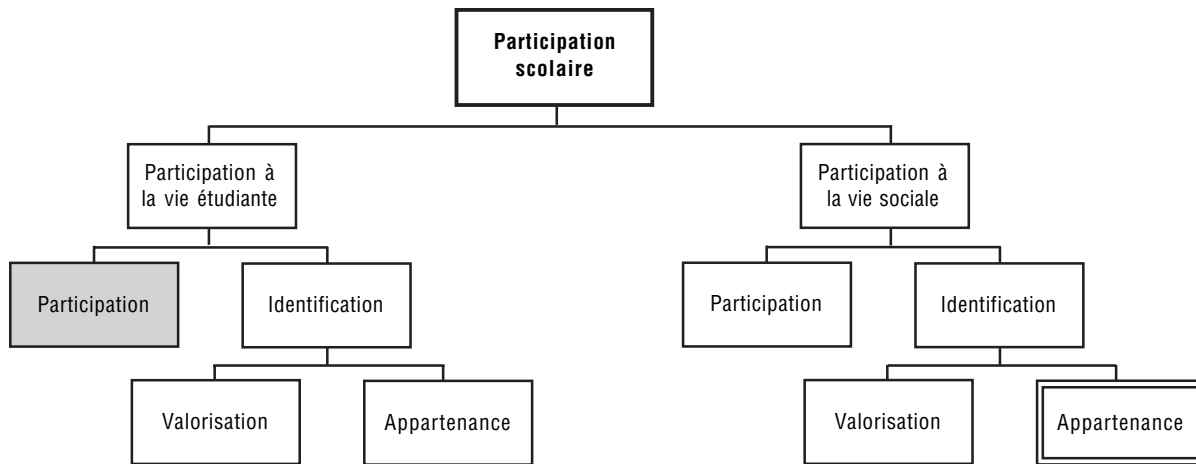
La participation scolaire est un concept complexe qui présente de nombreuses facettes (graphique 3). Sur le plan conceptuel, on peut le répartir en participation à la vie étudiante et à la vie sociale. À leur tour, la participation à la vie étudiante et la participation à la vie sociale comportent chacune des volets de participation et d'identification. Chaque volet d'identification peut donner lieu par la suite aux sous-volets de valorisation et d'appartenance. Compte tenu des questions qui constituent notre mesure de la participation à la vie étudiante, il semble que cette mesure ait permis de mieux opérationnaliser le volet de participation en ce qui a trait à la vie étudiante. Selon nos résultats, il semble que les questions du premier cycle de l'ELNEJ pourraient servir à élaborer une mesure unidimensionnelle de la participation à la vie étudiante, afin d'évaluer le volet de participation à la vie étudiante de la

participation scolaire. Cependant, nos résultats laissent entendre qu'il faudrait réaliser d'autres travaux pour élaborer une mesure valable de la participation scolaire.

Les répercussions de l'élaboration du contenu des cycles ultérieurs de l'ELNEJ ont fait ressortir la nécessité d'ajouter d'autres points de mesure de l'identification à la vie étudiante (valorisation et appartenance), de la participation à la vie sociale et de l'identification à la vie sociale (valorisation et appartenance), et ce, afin d'évaluer entièrement tous les volets de la participation à la vie étudiante et à la vie sociale. Les membres de l'équipe d'élaboration du contenu de l'ELNEJ ont examiné ces résultats lorsqu'ils ont pris leur décision quant à l'ajout de points de participation scolaire, dans le cadre du troisième cycle de l'ELNEJ, mené en 1999-2000.

RTE

Graphique 3  
**Cadre conceptuel de la participation scolaire qui montre que la participation à la vie étudiante est mesurée par le premier cycle de l'ELNEJ**



**Note :** La case ombrée montre que le volet participation en ce qui a trait à la vie étudiante peut être évalué à l'aide de points d'enquête du premier cycle de l'ELNEJ. La case à bordure double montre que le volet identification de la participation à la vie sociale ne peut être évalué à l'aide des points de l'ELNEJ.

## Bibliographie

- AINLEY, M.D. 1993, « Styles of engagement with learning: Multidimensional assessment of their relationship with strategy use and school achievement », *Journal of Educational Psychology*, vol. 85, p. 395 à 405.
- FINN, J.D. 1993, *School Engagement and Students at Risk*, National Center for Education Statistics, Washington, National Center for Education Statistics.
- FINN, J.D., J. FOLGER et D. COX. 1991, « Measuring participation among elementary grade students », *Educational and Psychological Measurement*, vol. 51, p. 393 à 402.
- FINN, J.D., et D.A. ROCK. 1997, « Academic success among students at risk for school failure », *Journal of Applied Psychology*, vol. 82, p. 221 à 234.
- NEWMANN, F.M. 1989, « Student engagement and high school reform », *Educational Leadership*, vol. 45, n° 5, p. 34 à 36.
- TABACHNICK, B.G., et L.S. FIDELL. 1996, *Using multivariate statistics*, 3<sup>e</sup> édition, New York, Harper Collins College Publishers.
- TRUSTY, J., et K. DOOLEY-DICKEY. 1993, « Alienation from school: An exploratory analysis of elementary and middle school students' perceptions », *Journal of Research and Development in Education*, vol. 26, p. 232 à 243.
- VOELKL, K.E. 1997, « Identification with school », *American Journal of Education*, vol. 105, p. 294 à 318.
- VOELKL, K.E. 1996, « Measuring students' identification with school », *Educational and Psychological Measurement*, vol. 56, p. 760 à 770.
- VOELKL, K.E. 1995, « School warmth, student participation, and achievement », *Journal of Experimental Education*, vol. 63, p. 127 à 138.

## Notes

1. La définition et les construits de la participation scolaire du présent article ont été créés par L. Barr-Telford et C. Norris (1997) à Statistique Canada et sont fondés sur les travaux de J. Finn (1993), K. Voelkl (1995) et du Centre atlantique de recherche en politiques de l'éducation, Université du Nouveau-Brunswick, Canada (1997).
2. Un recueil d'analyses obtenues à l'aide des données de l'ELNEJ a été publié en 1996 dans la publication *Grandir au Canada* de DRHC et Statistique Canada (produit n° 89-550-MPF au catalogue de Statistique Canada).
3. La validité discriminante est la portée à laquelle la mesure n'évalue pas des concepts de nature semblable mais logiquement distincts. C'est ainsi que les faibles corrélations de la mesure de la participation à la vie étudiante avec les mesures de la perception de l'élève quant à son apparence physique, le degré d'intérêt de l'enseignant pour son travail, le fonctionnement de la famille et les sentiments de dépression de l'élève constituent des preuves de validité discriminante acceptable.
4. Pour les points « J'ai beaucoup d'ami(e)s », « Je m'entends bien avec les jeunes de mon âge », « Les jeunes de mon âge veulent que je sois leur ami(e) » et « La plupart des jeunes de mon âge m'aiment », les enfants ont déclaré que : les énoncés étaient *faux* (0); *plutôt faux* (1); *parfois faux/parfois vrai* (2); *plutôt vrai* (3) ou *vrai* (4). Pour l'énoncé « À l'école, je me sens seul(e) ou exclu(e) », on a demandé aux enfants s'ils se sentaient ainsi *tout le temps* (0); *la plupart du temps* (1); *des fois* (2); *rarement* (3) ou *jamais* (4). À la question « Durant les six derniers mois, t'es tu bien entendu(e) avec les jeunes de ton âge, comme tes ami(e)s ou tes camarades de classe? », les élèves avaient le choix entre les réponses suivantes : *très bien, aucun problème* (0); *assez bien, presque pas de problèmes* (1); *passablement bien, des problèmes occasionnels* (2); *pas très bien, des problèmes fréquents* (3) ou *pas bien du tout, des problèmes constants* (4).

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À  
**[www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)**





# disponibles

## Données parues

*Veillez noter que dans la section « Données parues » nous publions les titres des données qui étaient diffusées depuis le dernier numéro de la Revue trimestrielle de l'éducation. Les détails sur ces données parues sont disponibles gratuitement sur le site Internet de Statistique Canada à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca). Cliquez sur « Le Quotidien » et « Parutions précédentes ».*

- Effectifs à temps plein des programmes de formation technique et professionnelle et de formation préparatoire 1999-2000  
(23 mars, 2003)
- Inscriptions à l'université selon le domaine d'études 2000-2001 (données provisoires)  
(31 mars, 2003)
- Inscriptions à l'université selon le groupe d'âge 2000-2001 (données provisoires)  
(17 avril, 2003)

**RIE**



## Données récentes

Séries de données	Données les plus récentes	
	Définitives <sup>1</sup>	Provisoires ou estimées <sup>2</sup>
<b>A. Primaire ou secondaire</b>		
Inscriptions dans les écoles publiques	1999-2000	2000-2001 <sup>e</sup> 2001-2002 <sup>e</sup>
Inscriptions dans les écoles privées	1999-2000	
Inscriptions aux programmes d'enseignement dans la langue de la minorité et la langue seconde	1999-2000	
Diplomation au secondaire	1999-2000	
Enseignants dans les écoles publiques	1999-2000	2000-2001 <sup>e</sup> 2001-2002 <sup>e</sup>
Enseignants dans les écoles privées	1999-2000	
Caractéristiques des écoles primaires et secondaires	1999-2000	
Statistiques financières des conseils scolaires	1999	
Statistiques financières des écoles générales privées	1998-1999	1999-2000 <sup>e</sup> 2000-2001 <sup>e</sup> 2001-2002 <sup>e</sup>
Dépenses du gouvernement fédéral au chapitre de l'enseignement primaire ou secondaire	1999-2000	2000-2001 <sup>e</sup> 2001-2002 <sup>e</sup>
Dépenses consolidées au chapitre de l'enseignement primaire ou secondaire	1998-1999	1999-2000 <sup>p</sup> 2000-2001 <sup>e</sup> 2001-2002 <sup>e</sup>
Indice des prix de l'enseignement	2000	
<b>B. Postsecondaire</b>		
Inscriptions dans les universités	1999-2000	2000-2001 <sup>p</sup>
Grades universitaires décernés	1998	révolues
Inscriptions aux cours des programmes universitaires de formation continue	1996-1997	révolues
Enseignants dans les universités	1999-2000	
Traitements et échelles de traitement des enseignants à temps plein des universités canadiennes	1999-2000	
Frais de scolarité et de subsistance dans les universités canadiennes	2002-2003	
Statistiques financières des universités	2000-2001	
Statistiques financières des collèges	1999-2000	2000-2001 <sup>e</sup>
Dépenses du gouvernement fédéral au chapitre de l'enseignement postsecondaire	1999-2000	2000-2001 <sup>e</sup>
Dépenses consolidées au chapitre de l'enseignement postsecondaire	1999-2000	2000-2001 <sup>e</sup>
Collèges communautaires et établissements analogues : effectifs et diplômés postsecondaires	1998-1999	1999-2000 <sup>e</sup>
Effectifs des programmes de formation professionnelle axée sur les métiers	1999-2000	
Personnel enseignant des collèges communautaires et des écoles de métiers	1997-1998	1998-1999 <sup>p</sup> 1999-2000 <sup>p</sup>
Participation des étudiants étrangers aux universités canadiennes	1998-1999	

*Voir les notes à la fin du tableau.*



## Données récentes (fin)

## Séries de données

**C. Publications<sup>3</sup>**

- L'éducation au Canada* (2000)
- Cap vers le sud : les diplômés de la promotion de 1995 qui ont déménagé aux États-Unis* (1999)
- Après le secondaire : les premières années* (1996)
- Participation aux études postsecondaires et revenu familial* (1998)
- Un rapport sur l'éducation et la formation des adultes au Canada : apprentissage et réussite* (1998)
- Indice des prix de l'enseignement — rapport méthodologique*
- Guide des sources d'information et de données de Statistique Canada sur l'éducation et la formation des adultes* (1996)
- Portrait statistique de l'enseignement primaire et secondaire au Canada — Troisième édition* (1996)
- Portrait statistique de l'enseignement au niveau universitaire au Canada — Première édition* (1996)
- La promotion de 1990 : compendium des résultats* (1996)
- La promotion de 1990 : second regard* (1997)
- La promotion de 1995 : rapport de l'Enquête nationale de 1997 auprès des diplômés de 1995* (1999)
- Indicateurs de l'éducation au Canada : rapport du programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation* (1999)
- Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE* (2000)
- « *In Pursuit of Equity in Education: Using International Indicators to Compare Equity Policies* » (2001)
- Littératie et société du savoir* (1997)
- La littératie à l'ère de l'information* (2000)
- Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, série de monographies*
- Évaluation de la littératie des adultes en Amérique du Nord : Étude comparative internationale* (2001)
- À la hauteur : la performance des jeunes du Canada en lecture, en mathématiques et en sciences* (2000)
- Grandir au Canada : Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes* (1996)
- L'enfance et la jeunesse à risque : rapport du colloque*
- À la croisée des chemins : premiers résultats pour la cohorte des 18 à 20 ans de l'Enquête auprès des jeunes en transition* (2000)
- Tendances actuelles de la formation du personnel enseignant : rapport de colloque* (2001)
- Services canadiens d'éducation et de formation à l'étranger: le rôle des contrats financés par les institutions financières internationales* (2003, n° 2)
- Enquête nationale auprès des diplômés: profil des jeunes diplômés canadiens* (2000)
- L'éducation au Canada : viser plus haut, (recensement 2001)*

**Notes :**

1. Indique l'année civile (p. ex. 2000) ou l'année scolaire ou financière la plus récente (p. ex. 2000-2001) pour lesquelles les données définitives sont disponibles pour toutes les provinces et tous les territoires.
2. Indique l'année civile (p. ex. 2000) ou l'année scolaire ou financière la plus récente (p. ex. 2000-2001) pour lesquelles des données sont disponibles. Les données peuvent être provisoires (p. ex. 2000<sup>p</sup>), estimées (p. ex. 2000<sup>e</sup>) ou partielles (p. ex. données non disponibles pour toutes les provinces et tous les territoires).
3. L'année entre parenthèses indique l'année de publication. Certaines de ces publications ont été préparées avec la coopération d'autres ministères ou organismes. Pour obtenir des renseignements sur la façon de vous procurer des exemplaires de ces rapports, veuillez communiquer avec le Services aux clients de la Culture, tourisme et centre de la statistique de l'éducation. Téléphone : (613) 951-7608; sans frais au 1 800 307-3382; télécopieur : (613) 951-9040; courriel : educationstats@statcan.ca.

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À  
**[www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)**



# Coup d'œil sur l'éducation

La présente section fournit une série d'indicateurs sociaux, économiques et de l'éducation pour le Canada, les provinces et les territoires. Y est présentée une série de statistiques sur les caractéristiques des populations d'élèves et de membres du personnel scolaire, le niveau de scolarité, les dépenses publiques au chapitre de l'éducation, la population active du secteur de l'éducation et les résultats de l'éducation.



Tableau 1  
Indicateurs de l'éducation, Canada, 1986 à 2001

Indicateur <sup>1</sup>	1986	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	en milliers											
<b>Situation sociale</b>												
Population de 0 à 3 ans	1 475,0	1 573,4	1 601,7	1 610,6	1 596,1	1 595,1	1 578,6	1 560,7	1 550,7	1 453,9	1 390,6	1 366,8
Population de 4 à 17 ans	5 204,7	5 395,4	5 437,7	5 484,7	5 536,4	5 620,7	5 691,4	5 754,0	5 795,7	5 725,6	5 723,7	5 723,2
Population de 18 à 24 ans	3 286,3	2 886,1	2 869,2	2 869,6	2 852,0	2 823,4	2 816,8	2 833,0	2 865,4	2 895,9	2 921,2	2 948,7
Population totale	26 203,8	28 120,1	28 542,2	28 940,6	29 248,1	29 562,5	29 963,7	30 358,5	30 747,0	30 553,8	30 769,6	31 081,9
Jeunes immigrants <sup>f</sup>	25,9	61,2	61,2	73,1	68,3	65,9	66,3	70,4	61,2	..	..	..
	%											
Familles monoparentales	18,8	15,3	14,4	14,8	14,9	15,1	14,8	14,9	15,4	15,7	..	..
<b>Situation économique</b>												
PIB : variation réelle annuelle en pourcentage	3,1	-1,8	-0,6	2,2	4,1	2,3	1,5	..	..	..	..	..
IPC : variation annuelle en pourcentage	4,2	5,6	1,5	1,8	0,2	2,2	1,7	1,7	1,0	1,9	..	..
Taux d'emploi	59,6	59,7	58,4	58,0	58,4	58,8	58,5	59,0	59,7	60,6	..	..
Taux de chômage	9,7	10,3	11,2	11,4	10,4	9,4	9,7	9,1	8,3	7,6	6,8	7,2
Taux d'emploi des élèves	34,4	38,0	35,1	34,0	34,2	33,3	34,8	32,5 <sup>2</sup>	..	..	..	..
Familles sous les seuils de faible revenu :												
Familles biparentales	10,9	10,8	10,6	12,2	11,5	12,8	11,8	12,0	..	..	..	..
Familles monoparentales	52,5	55,4	52,3	55,0	53,0	53,0	56,8	51,1	..	..	..	..
<b>Effectifs</b>												
	en milliers											
Écoles primaires et secondaires	4 938,0	5 218,2	5 284,1	5 327,8	5 362,8	5 430,8	5 414,6	5 386,3	5 369,7	5 397,1	5 389,3 <sup>e</sup>	5 385,2 <sup>e</sup>
	%											
Pourcentage dans les écoles privées	4,6	4,7	4,9	5,0	5,1	5,1	5,2	5,3	5,5	5,6	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 1  
Indicateurs de l'éducation, Canada, 1986 à 2001 (fin)

Indicateur <sup>1</sup>	1986	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	en milliers											
Collèges — formation professionnelle, à temps plein <sup>3</sup>	238,1	275,9	266,7	306,5	298,8	269,1	261,4	250,0	240,3 <sup>r</sup>	234,3	..	..
Collèges — formation postsecondaire, à temps plein	321,5	349,1	364,6	369,2	380,0	391,3	397,3	398,6	403,5	407,0 <sup>e</sup>	..	..
Collèges — formation postsecondaire, à temps partiel <sup>4</sup>	96,4 <sup>e</sup>	125,7 <sup>e</sup>	106,6 <sup>e</sup>	98,4	90,8	87,7	87,1	91,6	91,4	91,4 <sup>e</sup>	..	..
Universités, à temps plein	475,4	554,0	569,5	574,3	575,7	573,2	573,6	573,1	580,4	590,7 <sup>e</sup>	..	..
Universités, à temps partiel	287,5	313,3	316,2	300,3	283,3	273,2	256,1	249,7	246,0	257,5 <sup>e</sup>	..	..
Éducation et formation des adultes	..	5 504	..	5 842	..	..	..	6 069	..	..	..	..
	%											
Taux de participation	..	27	..	28	..	..	..	26	..	..	..	..
<b>Diplômés</b>	en milliers											
Écoles secondaires <sup>5</sup>	..	260,7	272,9	281,4	280,4	301,7	304,5	307,8	310,6	317,0 <sup>r</sup>	..	..
Collèges — formation professionnelle <sup>6</sup>	145,0	159,7	158,8	163,9	151,1	144,2	141,5 <sup>e</sup>	138,7 <sup>e</sup>	..	..	..	..
Collèges — formation postsecondaire	82,4	83,8	85,9	92,5	95,3	97,2	101,0	105,0	113,1	..	..	..
Universités — baccalauréat	101,7	114,8	120,7	123,2	126,5	127,3	128,0	125,8	124,9	127,1 <sup>e</sup>	..	..
Universités — maîtrise	15,9	18,0	19,4	20,8	21,3	21,4	21,6	21,3	22,0	23,2 <sup>e</sup>	..	..
Universités — doctorat	2,2	2,9	3,1	3,4 <sup>e</sup>	3,6	3,7	3,9	4,0	4,0	4,0 <sup>e</sup>	..	..
<b>Personnel scolaire à temps plein</b>												
Écoles primaires et secondaires	269,9	302,6	301,8	295,4	295,7	298,7	294,4	296,9	303,3	303,0	304,2	305,7
Collèges — formation postsecondaire, professionnelle	30,6 <sup>7</sup>	31,7 <sup>7</sup>	31,8 <sup>7</sup>	32,2 <sup>7</sup>	31,0 <sup>7</sup>	30,9 <sup>7</sup>	31,5	31,0	31,2	27,8	..	..
Universités	35,4	36,8	37,3	36,9	36,4	36,0	34,6	33,7	33,7	33,8	..	..
	rapport											
Rapport élèves-personnel scolaire dans les écoles primaires et secondaires	16,5	15,5	15,7 <sup>e</sup>	16,1 <sup>e</sup>	16,1 <sup>e</sup>	16,1 <sup>e</sup>	16,1 <sup>e</sup>	16,3 <sup>e</sup>	16,4 <sup>e</sup>	15,9 <sup>e</sup>	15,9	..
<b>Dépenses au chapitre de l'éducation</b>	millions de dollars											
Enseignement primaire et secondaire	22 968,0	33 444,9	34 774,5	35 582,3	35 936,0	36 425,3	36 804,8	37 163,6	38 709,4	39 321,7 <sup>p</sup>	39 738,9 <sup>e</sup>	..
Formation professionnelle	3 275,1	4 573,8	5 380,9	5 631,2	6 559,0	6 185,2	5 301,8	7 953,4	8 946,2	8 391,9 <sup>p</sup>	8 669,9 <sup>e</sup>	..
Enseignement collégial	2 999,0	3 870,7	4 075,3	4 105,9	4 207,1	4 531,8	4 477,9	4 689,5	4 781,7	5 498,5 <sup>p</sup>	4 923,2 <sup>e</sup>	..
Enseignement universitaire	7 368,7	11 254,8	11 569,8	11 736,8	11 857,9	11 802,0	11 600,7	12 220,3	12 863,2	14 549,0 <sup>p</sup>	13 168,3 <sup>e</sup>	..
Dépenses totales au chapitre de l'éducation	36 610,8	53 144,2	55 800,5	57 056,2	58 560,0	58 944,3	58 185,2	62 026,7	65 300,4	67 761,1 <sup>p</sup>	66 500,2 <sup>e</sup>	..
	%											
En pourcentage du PIB	7,3	7,9	8,0 <sup>r</sup>	7,9 <sup>r</sup>	7,7 <sup>r</sup>	7,3 <sup>r</sup>	7,0 <sup>r</sup>	7,1 <sup>r</sup>	7,1 <sup>r</sup>	..	..	..

**Notes :**

.. Nombres indisponibles.

<sup>r</sup> Nombres rectifiés.

<sup>e</sup> Nombres estimés.

1. Voir « Définitions » à la suite du tableau 2.

2. Le chiffre donné est celui du mois d'avril 1997.

3. Les effectifs ont tous été déclarés comme des effectifs à temps plein en fonction d'un programme d'une « journée entière », même si la durée des programmes était comprise entre 1 et 48 semaines.

4. Exclut l'effectif des programmes de formation continue qui était auparavant inclus.

5. Source : Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation. (Ne comprend pas les adultes du Québec ni les équivalences de l'Ontario et de l'Alberta.)

6. Les programmes menant à l'obtention d'un diplôme sont généralement d'une durée de deux à trois ans. Par contraste, la majorité des programmes de formation professionnelle sont des programmes courts ou de simples cours qui peuvent ne s'étendre que sur quelques semaines. Une personne qui termine avec succès ce type de programme ou de cours est considérée comme une personne ayant terminé le programme et non comme un diplômé. Ces personnes ne comprennent pas celles inscrites aux programmes à temps partiel.

7. Les chiffres ont été révisés pour inclure dans le total les enseignants des programmes de formation professionnelle.





Tableau 2  
Indicateurs de l'éducation, provinces et territoires

Indicateur <sup>1</sup>	Canada	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	%						
<b>Situation sociale et économique</b>							
<b>Niveau de scolarité<sup>2</sup>, 2001</b>							
Pas de diplôme d'études secondaires	24,4	35,7	30,9	27,4	30,6	31,4	21,5
Études secondaires terminées	19,6	15,0	15,3	13,6	19,4	15,7	21,7
Études postsecondaires partielles	7,0	4,8	6,4	7,1	5,2	5,6	6,8
Certificat d'études postsecondaires, diplôme ou grade universitaire	48,9	44,6	47,4	51,9	44,8	47,2	50,0
<b>Taux d'activité selon le niveau de scolarité, 2001</b>							
<b>Total</b>	<b>66,3</b>	<b>58,7</b>	<b>67,5</b>	<b>62,1</b>	<b>61,8</b>	<b>63,8</b>	<b>67,6</b>
Pas de diplôme d'études secondaires	38,8	33,7	46,4	35,2	37,0	37,0	39,0
Études secondaires terminées	69,1	60,8	77,0	66,4	69,0	70,9	68,3
Études postsecondaires partielles	69,9	64,2	74,1	65,1	65,3	67,5	71,1
Certificat d'études postsecondaires, diplôme ou grade universitaire	78,3	77,4	77,4	74,7	75,3	78,8	79,2
Taux de chômage, 2001	6,1	14,5	10,9	8,1	10,0	7,8	5,1
<b>Coûts</b>							
Dépenses publiques et privées au chapitre de l'éducation en pourcentage du PIB, 1994-1995	7,0	9,9	7,6	7,6	7,4	7,6	6,8
Dépenses publiques au chapitre de l'éducation en pourcentage de l'ensemble des dépenses publiques, 1994-1995	13,6	16,9	10,8	9,7	11,2	13,8	14,2
Rapport élèves-personnel scolaire dans les écoles primaires et secondaires, 1998-1999	15,9 <sup>e</sup>	14,5	16,6	16,5	16,9	14,4	16,4
<b>Résultats de l'éducation</b>							
Taux de diplomation au secondaire, 1999	76,7	79,5	81,3	80,4	84,8	84,2 <sup>3,4</sup>	77,3 <sup>5</sup>
Taux de diplomation à l'université, 1998-1999	35,0	32,2	21,8	53,5	33,7	41,7	36,8
<b>Taux de chômage selon le niveau de scolarité, 2001</b>							
Pas de diplôme d'études secondaires	10,1	27,6	20,0	11,7	19,6	13,0	6,9
Études secondaires terminées	5,8	14,3	13,1	8,1	9,6	7,5	5,2
Études postsecondaires partielles	6,7	14,4	11,6	8,7	9,2	9,5	5,6
Certificat d'études postsecondaires, diplôme ou grade universitaire	5,1	10,0	6,6	7,1	7,0	6,1	4,7

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 2  
Indicateurs de l'éducation, provinces et territoires (fin)

Indicateur <sup>1</sup>	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	%					
<b>Situation sociale et économique</b>						
<b>Niveau de scolarité<sup>2</sup>, 2001</b>						
Pas de diplôme d'études secondaires	27,8	28,6	19,3	18,5	..	..
Études secondaires terminées	21,0	20,6	19,2	22,5	..	..
Études postsecondaires partielles	6,6	7,0	9,1	9,8	..	..
Certificat d'études postsecondaires, diplôme ou grade universitaire	44,6	43,9	52,3	49,2	..	..
<b>Taux d'activité selon le niveau de scolarité, 2001</b>						
<b>Total</b>	<b>67,2</b>	<b>66,0</b>	<b>72,7</b>	<b>64,8</b>	..	..
Pas de diplôme d'études secondaires	42,1	40,3	47,1	38,2	..	..
Études secondaires terminées	74,0	74,5	75,5	63,8	..	..
Études postsecondaires partielles	75,7	73,0	75,0	66,9	..	..
Certificat d'études postsecondaires, diplôme ou grade universitaire	78,5	77,7	80,8	74,7	..	..
Taux de chômage, 2001	3,9	4,5	3,6	6,6	..	..
<b>Coûts</b>						
Dépenses publiques et privées au chapitre de l'éducation en pourcentage du PIB, 1994-1995	7,8	7,4	5,4	6,5	11,3	16,6
Dépenses publiques au chapitre de l'éducation en pourcentage de l'ensemble des dépenses publiques, 1994-1995	12,9	13,8	13,2	12,2	10,4	12,0
Rapport élèves-personnel scolaire dans les écoles primaires et secondaires, 1998-1999	15,6	16,2	16,8	16,9	12,7	13,5 <sup>e</sup>
<b>Résultats de l'éducation</b>						
Taux de diplomation au secondaire, 1999	74,3	75,0	63,3	73,4	60,4	40,1 <sup>6</sup>
Taux de diplomation à l'université, 1998-1999	31,5	33,1	25,2	24,6	..	..
<b>Taux de chômage selon le niveau de scolarité, 2001</b>						
Pas de diplôme d'études secondaires	6,3	7,7	5,2	11,5	..	..
Études secondaires terminées	3,2	3,9	3,4	6,5	..	..
Études postsecondaires partielles	4,2	6,4	4,1	7,3	..	..
Certificat d'études postsecondaires, diplôme ou grade universitaire	3,4	3,5	3,2	5,5	..	..

**Notes :**

.. Nombres indisponibles.

<sup>e</sup> Nombres estimés.<sup>r</sup> Nombres rectifiés.

1. Voir « Définitions » à la suite du tableau 2.

2. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre à 100 %.

3. Depuis 1995, les données des diplômés du Québec des programmes de jour réguliers comprennent les personnes de plus de 20 ans qui ont terminé un programme de jour régulier.

4. Les diplômés du Québec ne comprennent pas ceux de la formation professionnelle.

5. Exclut les adultes de l'Ontario ayant des cours du soir et des cours par correspondance.

6. Comprend les diplômés du Nunavut.

# Définitions

## Indicateurs de l'éducation, Canada

### Tableau 1.

L'année fait référence (1) au mois de juillet d'une année donnée pour la population; (2) à l'année scolaire débutant en septembre d'une année donnée pour l'effectif et le personnel; (3) au printemps ou à l'été de l'année où le diplôme a été décerné pour le nombre de diplômés; (4) à l'exercice commençant en avril d'une année donnée pour les dépenses.

#### 1. Jeunes immigrants

Le nombre de personnes âgées de 0 à 19 ans qui sont, ou ont été, des immigrants ayant obtenu le droit de s'établir au Canada. Un immigrant ayant obtenu le droit d'établissement est une personne qui n'est pas citoyen canadien de naissance, mais qui a obtenu des autorités canadiennes en matière d'immigration le droit d'établir sa résidence permanente au pays.

#### 2. Familles monoparentales

Le nombre de familles monoparentales exprimé en pourcentage du nombre total de familles avec enfants. Par parent seul, on entend une mère ou un père, sans époux ou épouse ni conjoint ou conjointe en union libre, qui habite un logement avec au moins un de ses fils ou une de ses filles n'ayant jamais été marié(e). Sources : 1971 à 1986 : Statistique Canada, *Les familles monoparentales au Canada*, produit n° 89-522-XPF au catalogue; 1991 jusqu'à présent : Division des données régionales et administratives.

#### 3. Produit intérieur brut (PIB)

Valeur sans double compte de la production réalisée à l'intérieur des frontières du Canada sans égard à la propriété des facteurs de production. Le PIB peut être calculé de trois façons, soit la somme des revenus gagnés dans la production courante, la somme des ventes finales de la production courante ou la somme des valeurs ajoutées nettes dans la production courante, et peut être évalué au coût des facteurs ou aux prix du marché. Source : Statistique Canada, Division des mesures et de l'analyse des industries.

#### 4. Indice des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) est un indicateur de l'évolution des prix à la consommation. Il se définit comme une mesure des variations de prix obtenue par comparaison dans le temps du coût d'un panier de produits donnés. Les chiffres sont des moyennes annuelles.

#### 5. Taux d'emploi

Le nombre de personnes occupées exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus à l'exception des personnes vivant dans des établissements. Les chiffres sont des moyennes annuelles.

#### 6. Taux de chômage

Le nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

#### 7. Taux d'emploi des élèves

Le nombre de personnes de 15 à 24 ans qui fréquentent l'école à temps plein et qui ont un emploi durant l'année civile (sauf durant la période de mai à août), exprimé en pourcentage du nombre total d'élèves à temps plein de 15 à 24 ans.

#### 8. Familles sous le seuil de faible revenu

Les seuils de faible revenu sont des mesures relatives de la suffisance du revenu des familles. On estime qu'une famille qui gagne moins qu'une demie de la médiane du revenu de l'unité familiale ajusté est dans une situation financière difficile. La série de seuils de faible revenu est rajustée en fonction de la taille de la région de résidence et de la taille de la famille. Source : Statistique Canada, *Personnes à faible revenu, 1980 à 1995*, produit n° 13-569-XPB/XIB au catalogue, décembre 1996.

#### 9. Taux de participation à la formation continue

Le nombre de personnes de 17 ans et plus inscrites à la formation continue ou à des activités de formation exprimé en pourcentage de l'ensemble de la population de 17 ans et plus. Ce taux ne comprend pas les élèves réguliers à temps plein qui poursuivent leur formation scolaire initiale.

**10. Rapport élèves-personnel scolaire dans les écoles primaires et secondaires**

Effectif en équivalents temps plein (effectif de la 1<sup>re</sup> à la 12<sup>e</sup> année [y compris les cours préuniversitaires de l'Ontario] et des programmes à progrès continu, effectif de l'enseignement préscolaire dans les provinces où la fréquentation est à temps plein et la moitié de l'effectif du préscolaire dans les autres provinces) divisé par l'ensemble du personnel scolaire en équivalents temps plein.

**11. Dépenses au chapitre de l'éducation**

Ces dépenses comprennent les dépenses des administrations publiques et de tous les établissements offrant un enseignement primaire, secondaire et postsecondaire ainsi que les dépenses associées aux programmes de formation professionnelle offerts dans les écoles privées et publiques de formation professionnelle et dans les collèges communautaires.

**Indicateurs de l'éducation, provinces et territoires Tableau 2.**

Les méthodes ayant servi au calcul des indicateurs du tableau 2 peuvent être différentes de celles utilisées pour les autres tableaux statistiques de la section.

**12. Niveau de scolarité et taux d'activité**

Il s'agit de la population de 25 ans et plus.  
Source : Statistique Canada, Division de la statistique du travail.

**13. Taux de diplomation à l'école secondaire**

Source : *L'éducation au Canada, 2000*, n° 81-229-XPB au catalogue, Centre de la statistique de l'éducation, 2001.

**14. Taux de diplomation à l'université**

Il s'agit du nombre de grades de premier cycle décernés en pourcentage de la population âgée de 22 ans.

**15. Taux de chômage selon le niveau de scolarité**

Il s'agit du nombre de chômeurs ayant atteint un certain niveau de scolarité en pourcentage de la population active ayant atteint le même niveau de scolarité. La population est celle de 25 ans et plus. Le second cycle du secondaire comprend la dernière année d'études secondaires. **RTE**

Dans les

# numéros à venir

Les articles suivants devraient paraître dans les prochains numéros de la *Revue trimestrielle de l'éducation* :

## **Profil des systèmes scolaires linguistiques**

Cette étude fait le profil des élèves des systèmes scolaires anglophones et francophones. L'analyse comprend les variables suivantes du PISA (2000) : la province, le rendement en lecture et en science, le statut socio-économique et la richesse de la famille, le niveau de scolarité des parents, la ventilation rurale et urbaine, et le temps consacré aux devoirs et à la lecture.

## **Quelle est la qualité de la formation des immigrants adultes?**

À partir des données provenant de l'Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes, ce rapport fait l'examen de l'incidence et de la durée de la formation chez les immigrants et fait la comparaison avec les Canadiens en général.

## **Profil des enseignants du niveau postsecondaire : accroissement des emplois à temps partiel**

Cet article donne un aperçu du personnel enseignant à temps partiel dans les universités et les collèges, notamment des questions relatives à la collecte et au traitement des renseignements provenant de l'*Enquête sur le personnel d'enseignement dans les universités et les collèges – Personnel à temps partiel*. Les variables examinées comprennent le domaine d'études, le sexe, l'âge, les qualifications et les sources de revenu autres que l'enseignement. RTE

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À  
**[www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)**





*Cet index contient, par domaine principal, la liste de tous les rapports analytiques parus dans la Revue trimestrielle de l'éducation. Des descriptions d'enquêtes sur l'éducation ainsi que d'enquêtes liées à l'éducation menées par Statistique Canada, les gouvernements provinciaux et les établissements sont incluses.*

## Étudiants

Hausse des effectifs universitaires : accès accru ou plus grande persévérance?

*Vol. 1, n° 1 (avril 1994)*

Évolution des effectifs des programmes de formation professionnelle au niveau des métiers et des programmes de formation préparatoire, 1983-84 à 1990-91

*Vol. 1, n° 1 (avril 1994)*

Deux décennies de changements : Effectifs de l'enseignement postsecondaire collégial, 1971 à 1991

*Vol. 1, n° 2 (juillet 1994)*

Tendances des effectifs universitaires

*Vol. 2, n° 1 (mars 1995)*

Élèves étrangers au Canada

*Vol. 3, n° 3 (octobre 1996)*

## Diplômés

Prédire l'abandon scolaire ou l'obtention du diplôme

*Vol. 1, n° 2 (juillet 1994)*

Attitudes des diplômés du baccalauréat envers leur programme

*Vol. 1, n° 2 (juillet 1994)*

Écart salarial entre les hommes et les femmes diplômés de l'enseignement postsecondaire

*Vol. 2, n° 1 (mars 1995)*

Enquête sur les effectifs et les diplômés des collèges et des établissements d'enseignement postsecondaire analogues

*Vol. 2, n° 4 (janvier 1996)*

Perspectives d'emploi des diplômés du secondaire

*Vol. 3, n° 1 (mai 1996)*

Taux d'obtention de diplôme et nombre d'années avant l'obtention du diplôme pour les programmes de doctorat au Canada

*Vol. 3, n° 2 (juillet 1996)*

Lien entre les études des diplômés de l'enseignement postsecondaire et leur emploi

*Vol. 3, n° 2 (juillet 1996)*

Carrières en sciences et en technologie au Canada : une analyse portant sur de nouveaux diplômés universitaires

*Vol. 4, n° 3 (février 1998)*

La promotion de 1990 second regard : Enquête de suivi (1995) auprès des diplômés de 1990

*Vol. 4, n° 4 (mai 1998)*

Qui sont les jeunes non-répondants? Une analyse des non-répondants à l'enquête de suivi auprès des sortants, 1995

*Vol. 6, n° 4 (août 2000)*

Facteurs déterminants du décrochage dans les universités et les collèges communautaires

*Vol. 6, n° 4 (août 2000)*

Les employés surqualifiés? Les diplômés récents et les besoins de leurs employeurs

*Vol. 7, n° 1 (novembre 2000)*

Ils s'en tirent bien : l'emploi et les gains des diplômés de l'enseignement postsecondaire

*Vol. 7, n° 1 (novembre 2000)*

Gains des diplômés et concordance entre les compétences professionnelles et les études

*Vol. 7, n° 2 (février 2001)*

Les bacheliers qui poursuivent des études postsecondaires

*Vol. 7, n° 2 (février 2001)*

Transition école-travail : perspective sur les diplômés des arts et de la culture

*Vol. 7, n° 3 (mai 2001)*

Les prêts étudiants : emprunt et fardeau

*Vol. 8, n° 4 (octobre 2002)*

Revenus relatifs des diplômés universitaires de la Colombie-Britannique

*Vol. 9, n° 1 (octobre 2003)*

De bons emplois et un endettement accru : profil des jeunes diplômés

*Vol. 9, n° 2 (mai 2003)*

## Personnel enseignant

Les enseignants à temps partiel dans les universités canadiennes, un groupe en croissance

*Vol. 1, n° 3 (octobre 1994)*

La charge de travail des enseignants dans les écoles primaires et secondaires

*Vol. 1, n° 3 (octobre 1994)*

Revenu d'emploi des enseignants du primaire et du secondaire et des travailleurs d'autres professions retenues

*Vol. 2, n° 2 (juin 1995)*

Données démographiques sur le corps professoral, les coûts et le renouvellement de l'effectif

*Vol. 2, n° 3 (septembre 1995)*

Charge de travail et vie professionnelle des enseignants en Saskatchewan

*Vol. 2, n° 4 (janvier 1996)*

Se dirige-t-on vers un surplus ou une pénurie d'enseignants?

*Vol. 4, n° 1 (mai 1997)*

Situation du corps professoral féminin dans les universités canadiennes

*Vol. 5, n° 2 (décembre 1998)*

Charge de travail et stress chez les enseignants de la Colombie-Britannique

*Vol. 8, n° 3 (juin 2002)*

## Finance

Indice des prix de l'enseignement : certains intrants, enseignement élémentaire et secondaire

*Vol. 1, n° 3 (octobre 1994)*

Le Canada investit-il suffisamment dans l'éducation? Un aperçu de la structure des coûts en éducation au Canada

*Vol. 1, n° 4 (avril 1994)*

Les coûts de transport scolaire

*Vol. 2, n° 4 (janvier 1996)*

Participation du gouvernement fédéral à l'éducation au Canada

*Vol. 3, n° 1 (mai 1996)*

Le financement des écoles publiques : les 25 dernières années

*Vol. 4, n° 2 (septembre 1997)*

Évolution des modèles de financement des universités

*Vol. 9, n° 2 (mai 2003)*

## Mobilité et transition

Évolution intergénérationnelle de la scolarité des Canadiens

*Vol. 2, n° 2 (juin 1995)*

Mesure des résultats de l'enseignement du point de vue des connaissances, des compétences et des valeurs

*Vol. 3, n° 1 (mai 1996)*

Modèles des mouvements interprovinciaux d'étudiants

*Vol. 3, n° 3 (octobre 1996)*

Les différents itinéraires des étudiants de premier cycle en Ontario

*Vol. 4, n° 3 (février 1998)*

La mobilité intergénérationnelle en matière d'éducation : comparaison internationale

*Vol. 5, n° 2 (décembre 1998)*

L'éducation : Un trésor est caché dedans

*Vol. 6, n° 1 (octobre 1999)*

Exode et afflux de cerveaux : Migration des travailleurs du savoir en provenance à destination du Canada

*Vol. 6, n° 3 (mai 2000)*

Les chemins vers les États-Unis : Enquête auprès des diplômés de 1995

*Vol. 6, n° 3 (mai 2000)*

Cent ans d'éducation scolaire

*Vol. 7, n° 3 (mai 2001)*

Transition de l'école au travail : ce qui motive les diplômés à changer d'emploi?

*Vol. 7, n° 4 (septembre 2001)*

## Accessibilité

La hausse des frais de scolarité : comment joindre les deux bouts?

*Vol. 1, n° 1 (avril 1994)*

Effectifs universitaires et droits de scolarité

*Vol. 1, n° 4 (décembre 1994)*

Aide financière aux élèves de l'enseignement postsecondaire

*Vol. 2, n° 1 (mars 1995)*

Emprunts des diplômés des études postsecondaires

*Vol. 3, n° 2 (juillet 1996)*

Éducation et formation liées à l'emploi — qui y a accès?

*Vol. 4, n° 1 (mai 1997)*

Financement des universités : pourquoi les étudiants doivent-ils payer davantage?

*Vol. 4, n° 2 (septembre 1997)*

Déterminants de la poursuite d'études postsecondaires

*Vol. 5, n° 3 (mars 1999)*

La dette étudiante de 1990-91 à 1995-96 : une analyse des données du Programme canadien de prêts aux étudiants

*Vol. 5, n° 4 (juillet 1999)*

La formation universitaire : tendances récentes quant à la participation, l'accessibilité et les avantages

*Vol. 6, n° 4 (août 2000)*

Les femmes en génie : le chaînon manquant de l'économie du savoir au Canada

*Vol. 7, n° 3 (mai 2001)*

L'incidence du niveau de scolarité des parents et du revenu du ménage sur la poursuite d'études postsecondaires

*Vol. 8, n° 3 (juin 2002)*

## Réussite scolaire et connaissances

Connaissances en informatique — une exigence de plus en plus répandue

*Vol. 3, n° 3 (octobre 1996)*

Le niveau de scolarité : la clé de l'autonomie et du pouvoir en milieu de travail

*Vol. 4, n° 1 (mai 1997)*

Troisième enquête internationale sur l'enseignement des mathématiques et des sciences : rapport du Canada, 8<sup>e</sup> année

*Vol. 4, n° 3 (février 1998)*

Réussir dans la vie : l'influence de la scolarité des parents

*Vol. 5, n° 1 (août 1998)*

Profil des écoles de l'ELNEJ

*Vol. 5, n° 4 (juillet 1999)*

Les parents et l'école : la participation et les attentes des parents en ce qui a trait à l'éducation de leurs enfants

*Vol. 5, n° 4 (juillet 1999)*

La réussite scolaire au début de l'adolescence : les attitudes à l'égard de l'école sont-elles déterminantes?

*Vol. 6, n° 1 (octobre 1999)*

Quelle est l'incidence des familles sur le succès scolaire des enfants?

*Vol. 6, n° 1 (octobre 1999)*

Les quartiers aisés et la maturité scolaire

*Vol. 6, n° 1 (octobre 1999)*

La diversité en classe : les caractéristiques des élèves du primaire qui suivent un programme d'enseignement à l'enfance en difficulté

*Vol. 6, n° 2 (mars 2000)*

Le vécu scolaire des enfants : résultats tirés de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1994-1995

*Vol. 6, n° 2 (mars 2000)*

Intervention parentale et rendement scolaire des enfants d'après l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1994-1995

*Vol. 6, n° 2 (mars 2000)*

De la maison à l'école : comment les enfants canadiens se débrouillent

*Vol. 6, n° 2 (mars 2000)*

Troisième étude internationale de mathématiques et des sciences : rapport du Canada

*Vol. 7, n° 4 (septembre 2001)*

Facteurs qui influent sur le rendement des élèves de 3<sup>e</sup> année en Ontario : une analyse à niveaux multiples

*Vol. 7, n° 4 (septembre 2001)*

Facteurs déterminants des compétences en sciences et technologie : aperçu de l'étude

*Vol. 8, n° 1 (décembre 2001)*

Compétences en sciences et technologie : participation et rendement au primaire et au secondaire

*Vol. 8, n° 1 (décembre 2001)*

Compétences en sciences et technologie : participation et rendement à l'université et sur le marché du travail

*Vol. 8, n° 1 (décembre 2001)*

Technologies de l'information et des communications : accès et utilisation

*Vol. 8, n° 4 (octobre 2002)*

Comprendre l'écart rural/urbain du rendement en lecture

*Vol. 9, n° 1 (octobre 2003)*

Mesure de la participation scolaire

*Vol. 9, n° 2 (mai 2003)*

## Le marché du travail

Le retour aux études à temps plein

*Vol. 1, n° 2 (juillet 1994)*

Tendances de l'emploi dans le secteur de l'éducation

*Vol. 1, n° 3 (octobre 1994)*

Gains et situation vis-à-vis de l'activité des diplômés de 1990

*Vol. 2, n° 3 (septembre 1995)*

Les abeilles ouvrières : avantages des programmes coopératifs au chapitre des études et de l'emploi

*Vol. 2, n° 4 (janvier 1996)*

- L'association travail-études chez les jeunes  
*Vol. 2, n° 4 (janvier 1996)*
- La dynamique du marché du travail dans la profession d'enseignant  
*Vol. 3, n° 4 (janvier 1997)*
- L'emploi des jeunes : une leçon sur son recul  
*Vol. 5, n° 3 (mars 1999)*
- Les nouvelles embauches et les cessations d'emploi permanentes  
*Vol. 7, n° 2 (février 2001)*
- Les diplômés en sciences humaines et sociales et le marché du travail  
*Vol. 8, n° 2 (mars 2002)*
- Monter sa propre entreprise : le travail indépendant chez les diplômés des universités et des collèges canadiens  
*Vol. 8, n° 3 (juin 2002)*
- Entreprendre des études de maîtrise : coût d'option et avantages  
*Vol. 8, n° 4 (octobre 2002)*

## **Formation**

- La formation professionnelle chez les chômeurs  
*Vol. 1, n° 1 (avril 1994)*
- Aperçu de la formation professionnelle au niveau des métiers et de la formation préparatoire au Canada  
*Vol. 1, n° 1 (avril 1994)*
- Les femmes et les programmes d'apprentissage enregistrés  
*Vol. 1, n° 4 (décembre 1994)*
- Enquête sur les écoles privées de formation professionnelle au Canada, 1992  
*Vol. 2, n° 3 (septembre 1995)*
- Changements dans les caractéristiques socioéconomiques de la population et participation aux activités de formation  
*Vol. 7, n° 4 (septembre 2001)*
- Acquisition de compétences en informatique  
*Vol. 8, n° 2 (mars 2002)*
- La formation des adultes au Canada : instantanés des années 1990  
*Vol. 8, n° 2 (mars 2002)*
- Les syndicats et la formation : Une étude fondée sur l'Enquête sur l'éducation et la formation des adultes  
*Vol. 9, n° 1 (octobre 2003)*

## **Enseignement privé, à distance et à la maison**

- Écoles primaires et secondaires privées  
*Vol. 1, n° 1 (avril 1994)*
- Étudier à distance, une idée qui fait son chemin  
*Vol. 2, n° 3 (septembre 1995)*
- Les écoles privées de formation professionnelle au Canada  
*Vol. 3, n° 1 (mai 1996)*

- Profil de l'enseignement à domicile par les parents au Canada  
*Vol. 4, n° 4 (mai 1998)*
- L'enseignement à distance : Réduire les obstacles  
*Vol. 5, n° 1 (août 1998)*

## **Indicateurs**

- Indicateurs de l'éducation : comparaisons interprovinciales et internationales  
*Vol. 1, n° 2 (juillet 1994)*
- À la recherche d'indicateurs de l'enseignement  
*Vol. 1, n° 4 (décembre 1994)*
- Participation à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire au Canada : un regard sur les indicateurs  
*Vol. 2, n° 3 (septembre 1995)*

## **Enquêtes et sources de données**

- Un aperçu des sources de données sur l'enseignement primaire et secondaire  
*Vol. 1, n° 2 (juillet 1994)*
- Aperçu de l'Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes  
*Vol. 1, n° 3 (octobre 1994)*
- Manuel de terminologie de l'éducation : niveaux primaire et secondaire  
*Vol. 1, n° 4 (décembre 1994)*
- Formation continue : une définition pratique  
*Vol. 2, n° 1 (mars 1995)*
- Enquête sur le personnel enseignant des collèges et établissements analogues  
*Vol. 2, n° 1 (mars 1995)*
- Aperçu de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu  
*Vol. 2, n° 2 (juin 1995)*
- Dépistage des répondants : l'exemple du Suivi de l'Enquête auprès des sortants  
*Vol. 2, n° 2 (juin 1995)*
- La composante éducation de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes  
*Vol. 3, n° 2 (juillet 1996)*
- Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes  
*Vol. 3, n° 4 (janvier 1997)*
- Après le secondaire... Premiers résultats de l'Enquête de suivi auprès des sortants, 1995  
*Vol. 3, n° 4 (janvier 1997)*
- L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, 1994-95 : premiers résultats de la composante scolaire  
*Vol. 4, n° 2 (septembre 1997)*